

## Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

## Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

MDS/MÉD

**LA POLITIQUE HYDROCARBURE DE L'IRAN**

By/par LCol Martin Bédard

23 avril 2009

*This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.*

*La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.*

## RÉSUMÉ

Riche en histoire, en culture et en ressource naturelle, l'empire perse a dominé le monde pendant des siècles. Le peuple iranien, orgueilleux et fier de ses racines, compte bien aujourd'hui reprendre sa place parmi les puissances du 21<sup>ème</sup> siècle. La révolution islamique de 1979 a donné naissance à un régime qui s'est juré de ne plus jamais laisser des intérêts étrangers contrôler ses politiques nationales. Les objectifs d'indépendance économique et politique à l'échelle mondiale ainsi que de puissance régionale et internationale forment maintenant les bases de la politique étrangère iranienne.

Assis sur la plus grande réserve d'hydrocarbure au monde, l'Iran possède plus que jamais les moyens de ses ambitions. Les puissances industrielles du 21<sup>ème</sup> siècle sont devenues dépendantes des approvisionnements en énergie dont la demande ne cesse de croître, et l'Iran entend bien exploiter cette vulnérabilité internationale.

Les progrès de l'Iran depuis les trente dernières années vers sa quête de pouvoir régional et international ont été nourris certainement par l'exploitation de ses ressources hydrocarbures mais encore plus par une exploitation pragmatique et réaliste de celle-ci dont les dirigeants nationaux s'acharnent à mettre au service de la création d'une richesse, non pas financière, mais bien de puissance et d'influence internationale.

Cet essai a pour but de démontrer que l'Iran, met à profit ses ressources en hydrocarbure dans le but de servir ses ambitions de puissance régionale pour éventuellement devenir un des pôles dominants de la scène internationale.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé	i
Table des matières	ii
Liste des figures	iv
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 - Le pragmatisme de la politique étrangère iranienne et ses déterminants</b>	<b>5</b>
Qui contrôle l’Iran	6
Pourquoi l’Iran en veut-il autant aux puissances impérialistes de l’Occident?	11
Le virage pragmatique de la politique iranienne depuis 1990	17
Objectifs de la politique étrangère de l’Iran	21
<b>Chapitre 2 – Est-ce que les ressources hydrocarbures de l’Iran servent ses objectifs stratégiques nationaux?</b>	<b>24</b>
Situation hydrocarbure de l’Iran	26
Confrontation entre Washington et Téhéran	30
La mer Caspienne et le Caucase	33
Asie	38
Europe	57
Tiers monde	61
<b>Chapitre 3 – Les autres variables pouvant appuyer la politique étrangère iranienne</b>	<b>69</b>
Le programme nucléaire iranien	69
Influences de l’Iran au sein des organisations internationales	73
Les routes du pétrole	76

<b>Conclusion</b>	85
Bibliographie	88

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 – Distribution du pouvoir à même la république islamique d’Iran	8
Figure 1.2 – Unités américaines déployées au Moyen-Orient (Mai 2007)	20
Figure 3.1 – Réserve de gaz prouvée (Iran & pays de l’OCS)	77
Figure 3.2 – Réserve de pétrole prouvée (Iran & pays de l’OCS)	77
Figure 3.3 – Mouvements maritimes du pétrole ainsi que les points de transit les plus importants (2003)	81
Figure 3.4 – Évolution du prix du pétrole (dollars de 2007)	83

## INTRODUCTION

L'Iran est l'une des plus anciennes civilisations connues qui existent de nos jours.

L'histoire de son peuple remonte à plus de 5000 ans. Elle a connu son apogée vers les années 522 AC, sous le règne du roi Darius, où l'empire perse, qui s'étendait de l'Inde à l'Égypte, était l'un des plus vastes empires que l'humanité ait connus à ce jour. Cet empire a longtemps dominé les échanges commerciaux du Moyen-Orient<sup>1</sup>.

Stratégiquement situé entre l'Europe et l'Asie, au cœur de l'ancien empire perse, l'Iran d'aujourd'hui continue de jouir d'une situation géographique unique qui lui confère un emplacement naturel d'échanges commerciaux pour les commodités du vingt et unième siècle. L'auteur, Ali Ansari résume bien cette réalité lorsqu'il écrit : "In the past, Iran benefited from the many trade routes that crossed its territory. Now it finds itself sitting astride the two great energy emporium of the world: The Persian Gulf and the Caspian Sea<sup>2</sup>." Même si l'Iran ne possédait pas de pétrole, le simple fait d'être stratégiquement situé par rapport aux producteurs et aux consommateurs lui confère un avantage et un rôle clé dans les échanges économiques du prochain siècle.

Dès le début du vingtième siècle, l'Iran a pris conscience que le pays est assis sur une des plus grandes réserves d'hydrocarbure de la planète. Cette ressource naturelle, convoitée par tous les pays industrialisés, possède le potentiel d'enrichir le peuple iranien

---

<sup>1</sup> Kenneth Pollack, *The Persian Puzzle, the Conflict between Iran and America* (New-York: Random House, 2004), p.7.

<sup>2</sup> Ali Ansari, *Confronting Iran, the Failure of American Foreign Policy and the Next Great Crisis in the Middle East* (New-York: Basic Books, 2006), p.3.

et lui permettre de tranquillement gravir les échelons de la puissance mondiale. Or, le niveau de vie des Iraniens se classe aujourd'hui au 84e rang mondialement<sup>3</sup>. Il se retrouve bien loin derrière celui des pays occidentaux et traîne la patte derrière certains pays du Moyen-Orient qui exploitent eux aussi leurs réserves naturelles de pétrole tels que le Koweït, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Liban, les Émirats arabes unis. Le niveau de vie n'est pas un nécessairement un indicateur de puissance mondiale, il est toutefois un indicateur utile sur le potentiel de croissance d'un peuple.

La puissance de l'empire perse a marqué l'histoire de l'humanité. En 1971, Mohammad Rezā Shāh Pahlavi organisa les célébrations du 2500e anniversaire de cette civilisation. La splendeur et le luxe quasi indécent de ces célébrations, qui ont réuni plus de soixante-neuf chefs d'État, ont voulu être représentatifs de la richesse et de la prospérité qui furent jadis la marque de ce peuple. Le Shah prononce alors son mémorable discours qui fut retransmis à travers le monde entier et qui est très indicatif des ambitions de l'Iran d'aujourd'hui :

O Cyrus, great King, King of Kings, Achaemenian King, King of the land of Iran. I, the Shahanshah of Iran, offer thee salutations from myself and from my nation. Rest in peace, for we are awake, and we will always stay awake<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> "Classement IDH Des Pays," [http://fr.wikipedia.org/wiki/Classement\\_IDH\\_des\\_pays](http://fr.wikipedia.org/wiki/Classement_IDH_des_pays) (accédé le 29 janvier 2009, L'Indice de Développement Humain (IDH) a été créé par le programme des nations unies pour le développement. Il considère les indices de longévité, d'éducation et de niveau de vie. Il est calculé à partir des données fournies par les pays au nations unies.

<sup>4</sup> Cyrus Kadivar, "We are Awake, 2,500 Years of Celebrations - Revisited," The Iranian, (accédé le 20 janvier, 2009).

Il est clair que l'Iran ne se contentera pas de devenir un pays ordinaire qui ne fait que contribuer à la stabilité régionale. Son peuple est convaincu qu'il est voué à une destinée beaucoup plus importante et puissante, soit de reprendre sa place d'autorité régionale et mondiale qu'il a si longtemps occupée dans le passé. Alors, la question qui se pose est de savoir comment l'Iran compte rivaliser avec les puissances du vingt et unième siècle pour parvenir à dominer le Moyen Orient et éventuellement s'asseoir à la table des grandes puissances?

Cet essai a pour but de démontrer que l'Iran, qui est parfaitement conscient de la dépendance en hydrocarbure des grandes puissances de ce siècle, met à profit cette richesse nationale dans le but de servir ses ambitions de puissance régionale pour éventuellement devenir un des pôles dominants de la scène internationale. L'Iran est un acteur rationnel qui a fait des gains importants au point de vue de son degré d'influence internationale grâce à ses ressources en pétrole, et ce, malgré les embargos américains en place depuis 1980. Une politique hydrocarbure rationnelle et soutenue du régime en place confère à l'Iran tous les éléments nécessaires à l'ascension de son peuple parmi les grands de ce monde.

Cette analyse est divisée en trois chapitres; le premier fera la démonstration de la nature réaliste du pragmatisme iranien et de ses déterminants structurels, historiques et géopolitiques, sur lesquels est basée sa politique étrangère. Le deuxième chapitre analysera les grands axes de la politique hydrocarbure de l'Iran afin de démontrer son utilisation rationnelle et pragmatique à soutenir le reste de la politique étrangère identifiée

au chapitre précédent. Elle permettra entre autres de comprendre ce que cherche à obtenir Téhéran en développant des alliances énergétiques aux quatre coins de la planète. Ce chapitre examinera successivement les liens énergétiques développés avec les pays du Moyen-Orient, de l'Asie en passant par l'Asie centrale, de l'Europe, et finalement des pays du tiers monde. Le troisième chapitre va compléter l'argument présenté et analysera comment l'Iran exploite certains atouts qui lui sont propres, tel que son programme nucléaire, son appartenance à des organisations internationales telle que l'OPEP et finalement sa situation géographique, qui lui permet d'influencer le transport maritime pétrolier. Bien que ce dernier chapitre soit un peu prescriptif, les éléments présentés procurent un avantage potentiel considérable à l'Iran lors de l'application de sa politique hydrocarbure et par conséquent, soutiennent indirectement sa politique étrangère.

Depuis la révolution islamique, les pays occidentaux perçoivent l'Iran comme un pays imprévisible et menaçant. Afin de pouvoir comprendre le jeu qui est en train de se dérouler entre l'Iran et le reste du monde, il est d'abord essentiel de soulever le voile persique qui masque un comportement beaucoup plus rationnel que ne veulent le reconnaître les dirigeants des pays occidentaux.

## CHAPITRE 1

### LE PRAGMATISME DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE IRANIENNE ET SES DÉTERMINANTS

L'Iran est un pays complexe où il est parfois difficile, à travers des lentilles occidentales, de comprendre la logique pragmatique cachée derrière des comportements apparemment irrationnels des dirigeants iraniens sur la scène internationale. On dit que le jeu d'échec tire ses origines de la civilisation perse<sup>5</sup>. Le jeu diplomatique que se livrent les chefs de l'Iran à toutes les allures d'une partie d'échec complexe où il n'est pas toujours possible d'anticiper le prochain mouvement politique qui camoufle parfois une plus grande stratégie qui n'est pas claire pour l'adversaire en début de partie. Les Iraniens ne disent pas toujours ce qu'ils pensent, également, ils ne font pas toujours ce qu'ils disent<sup>6</sup>, alors peut-on affirmer qu'ils font toujours ce qu'ils pensent? On pourrait être porté à croire que les dirigeants iraniens n'ont pas une approche rationnelle et que les déclarations souvent provocatrices de ceux-ci sont souvent gratuites et irréfléchies. Il y a pourtant une rationalité indiscutable entre les objectifs que veut atteindre l'Iran et son comportement, que l'on est forcé d'admettre face à l'évidence du progrès accompli au cours des trente dernières années.

---

<sup>5</sup> "Chess," (accédé le 10 février 2009, 2009).

<sup>6</sup> Pierre Pahlavi, "La Vraie Nature Du Pouvoir Iranien," *Politique Internationale* été 2008, no. 120 (2008), p.194.

Le but de ce premier chapitre est de permettre au lecteur de comprendre les éléments internes à l'Iran qui influencent ou contrôlent ses politiques extérieures. Pour y arriver, il convient de répondre aux trois questions suivantes : Qui possède le pouvoir en Iran? Pourquoi l'Iran en veut-il autant aux puissances impérialistes du vingt et unième siècle? Depuis le début des années 1990, est-ce que l'Iran a substitué l'idéologie au profit du réalisme? Je conclurai ce premier chapitre en confirmant les éléments clés qui forment aujourd'hui les piliers de la politique étrangère iranienne.

### **Qui contrôle l'Iran?**

Avec un président et les membres du parlement élus par le peuple, l'appareil politique iranien peut paraître comme système démocratique et représentatif de la volonté de la majorité. Il est toutefois nécessaire de creuser sous ces apparences pour comprendre à quel point les sources de pouvoir iranien sont sous le contrôle unique d'un seul individu qui est nommé à vie. La structure de pouvoir iranien est en réalité caractérisée par la continuité, la cohérence et la limitation des acteurs qui en sont responsable, ce qui lui confère une rationalité indéniable. Cette structure garantie au régime islamique une continuité déconcertante dans ses politiques nationales au fil des années. L'envers de la médaille est qu'elle s'apparente plutôt à une monarchie semblable à celle qui prévalait avant la révolution islamique de 1979 et qui a, ironiquement, été rejetée par le peuple iranien.

La structure de pouvoir de la société iranienne diffère énormément des structures occidentales où il y a séparation claire entre l'Église et l'État. Samuel Huntington, dans son livre *Le choc des civilisations*, décrit la séparation entre l'Église et l'État en termes de Dieu et de César. Dans les systèmes occidentaux, il est juste de dire que Dieu et César sont deux entités distinctes. Toutefois, dans le système théocratique iranien, Dieu est César<sup>7</sup>. Cette juxtaposition des pouvoirs ecclésiastiques et civils confère au système iranien une maîtrise complète sur les moyens d'influence et de contrôle de la population. Il assure également une continuité presque inébranlable des politiques du régime. La section qui suit permettra de mieux comprendre qui possède le vrai pouvoir en Iran et pourquoi, vu de l'extérieur, est-il si difficile de suivre la rationnelle iranienne à travers ses discours et ses actions. Je décrirai brièvement les sphères de pouvoir à l'intérieur du régime iranien, je discuterai ensuite des trois mouvements politiques actuellement en compétition et conclurai avec l'analyse des effets de cette structure sur le processus décisionnel iranien.

Le système iranien compte six groupes responsables de l'administration des affaires publiques tels qu'illustrés à la figure 1.1. Tout d'abord le président qui est élu par les citoyens, ensuite il y a le Majlis (parlement iranien), composé de 290 membres également élus par les citoyens. Le Conseil des Gardiens de la constitution dont le rôle s'apparente à celui d'un Sénat, composé de douze membres, six nommé par le Guide Suprême et six voté par le Majlis selon une liste présentée par le chef du système judiciaire. Ensuite, il y a le chef du système judiciaire et le commandant de l'armée qui

---

<sup>7</sup> Samuel Huntington, *Le Choc Des Civilisations*, Editions Odile Jacob ed. (Paris: Simon & Schuster, 1996), p.72.



législatifs, judiciaires, religieux et militaires du pays. Bien que le peuple iranien vote pour le président et les membres du Majles, les candidats sont sanctionnés par le Guide Suprême qui assure ainsi une relève qui supporte les idéologies de la révolution islamique. Le Guide Suprême, aussi connu sous le nom de *Velayat-e faqih*<sup>10</sup>, contrôle la radio et la télévision de la République Islamique de l'Iran. Il contrôle aussi les Imams qui sont les guides spirituels de l'Islam et prêchent leurs messages lors de la prière du vendredi. En apparence démocratique, le système iranien est l'un des plus totalitaire et autoritaire qui existent présentement à travers le monde. Il est donc clair que le pouvoir iranien réside dans les mains d'un seul individu, le Guide Suprême. Le président, bien qu'élu par le peuple à partir d'une liste de candidats approuvés par le Guide Suprême, possède bien peu de pouvoir exécutif. Les discours enflammés et souvent provocateurs que lance Ahmadinejad sur la scène publique ne servent qu'à entretenir la solidarité du peuple iranien envers son perpétuel combat contre les puissances impérialistes de l'Occident.

Le parlement iranien, le Majles, est composé de trois mouvements politiques présents dans la société iranienne, soit, les radicaux, les traditionalistes conservateurs (ou pragmatismes) et les réformistes. Le Guide Suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, ancien président iranien de 1981 à 1989, fait parti du mouvement traditionaliste conservateur. Le peuple iranien, en élisant un président réformiste aux élections de 1997, Mohammad Khatami, avait espoir de réduire la corruption étatique et d'ouvrir l'économie iranienne

---

<sup>10</sup> *Velayat-e faqih* est le principe de gouvernance qui confère la réalité du pouvoir, ou sa gestion réelle, au meilleur des juristes-théologiens, personne la plus compétente pour mener une politique proche de ce que l'Imam chiite lui-même aurait pu faire.

sur le reste du monde. C'est d'ailleurs sous son mandat que le programme nucléaire iranien a été ré-initié. Les changements que Khatami voulait accomplir représentaient un bouleversement trop rapide et possiblement une menace au contrôle total dont les conservateurs traditionalistes jouissent présentement avec le statut quo. Il n'a donc pas reçu le soutien nécessaire du Guide Suprême pour mener à terme les changements qu'il proposait, mais qui pourtant avaient l'aval du peuple. Donc aux élections de 2005 les discours anti-réformistes prononcés par les Imams, sous le contrôle de l'ayatollah Khomeini, ont favorisé un retour à un président conservateur, Mahmoud Ahmadinejad qui depuis son élection, a adopté une approche plutôt radicale<sup>11</sup>.

Les discours enflammés et très provocateurs du président élu Mahmoud Ahmadinejad sur la scène internationale doivent être interprétés avec discernement, car son influence sur les institutions contrôlant le pouvoir iranien est très limitée. Le Guide Suprême supporte une approche beaucoup plus conservatrice et retenue envers Israël et l'impérialisme américain. Il n'est donc pas anormal d'entendre des déclarations venant du président ou du Majlis qui seront contredites par la suite par d'autres institutions politiques, judiciaires ou religieuses. Ce qui est important de comprendre est que le pouvoir réel de l'institution iranienne est centralisé avec le Guide Suprême. Bien que certains messages puissent sembler contradictoires sur la scène internationale, le Gardien de la révolution islamique veille à équilibrer l'idéologie islamique avec la réalité économique et politique qui est essentielle au progrès de la société iranienne.

---

<sup>11</sup> Kamrava, "Iranian National-Security Debates: Factionalism and Lost Opportunities," *Middle East Policy* 14, no. 2 (06, 2007), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=25535674&site=ehost-live>. p.90.

Ayant maintenant établi que le système gouvernemental iranien, en apparence démocratique, est truffé de mécanismes de contrôle qui empêchent des changements radicaux et qui confèrent tous les pouvoirs de l'État dans les mains du Guide Suprême, il est utile de comprendre les événements qui ont contribué à l'appauvrissement de la société iranienne en cédant l'exploitation à long terme de ses richesses naturelles contre des sommes monétaires ridicules à des intérêts étrangers. Ce sont ces événements qui ont semé la graine insurrectionnelle qui a mené à la révolution islamique de 1979.

### **Pourquoi l'Iran en veut-il autant aux puissances impérialistes de l'Occident?**

Comment expliquer que l'Iran, dont l'ancêtre perse a dominé la civilisation pendant plusieurs siècles, qui est assis aujourd'hui sur l'un des plus grands gisements connus de pétrole et de gaz naturel exploité maintenant depuis plus d'un siècle, ne soit pas encore parvenu à se hisser parmi les puissances du vingt et unième siècle? Kenneth Pollack, dans son livre intitulé *The Iranian Puzzle*<sup>12</sup>, analyse l'évolution économique et politique de l'Iran depuis la découverte du pétrole et nous fournit une explication rationnelle à cette question. Les intérêts impérialistes russes, britanniques et finalement américains se sont disputés et accaparés au fil des années de plus en plus de contrôle des ressources naturelles iraniennes. Cette prise de contrôle achetée à bon marché a créé une relation de dépendance où les Iraniens n'étaient plus maîtres chez eux. Après plusieurs décennies d'abus et d'exploitation par des intérêts étrangers, le Chah et son peuple se

---

<sup>12</sup> Pollack, *The Persian Puzzle, the Conflict between Iran and America*, p.539.

sont révoltés et ont expulsé ces compagnies étrangères qui siphonnaient littéralement les richesses nationales. Les Iraniens se sont alors jurés de ne plus jamais laisser des intérêts étrangers prendre le contrôle des ressources iraniennes. Cette obsession demeure aujourd'hui encore bien présente et constitue un certain obstacle aux investissements étrangers si nécessaires à la croissance économique iranienne<sup>13</sup>.

Cette prochaine section analysera les événements qui ont mené à la révolution islamique de 1979 et qui expliquent le désir encre si profondément chez le peuple iranien de demeurer maître chez eux et ainsi ne plus avoir à subir les pressions des politiques des puissances impérialistes contemporaines.

Le déclin de la société iranienne a débuté vers les années 1850 où la révolution industrielle était bien engagée. Le fossé entre l'Europe et l'Iran au point de vue militaire, commercial et efficacité dans la gestion des affaires gouvernementales ne faisait que s'élargir avec les décennies qui passaient. Vers la fin du dix-neuvième siècle, les commodités provenant d'Europe coûtaient de plus en plus cher et l'effort pour moderniser les méthodes iraniennes devenait de plus en plus imposant. La corruption dans les finances publiques, l'inflation incontrôlée (plus de 600% entre 1850 et 1860), les efforts infructueux et coûteux pour réformer le pays, les dettes de guerres et

---

<sup>13</sup> Roger Stern, "The Iranian Petroleum Crisis and the United States National Security," *Proceedings of the National Academy of Science of the United States of America* 104, no. 1 (2 janvier, 2007), <http://www.pnas.org/content/104/1/377.full.pdf+html>. p.379.

finalement l'appétit insatiable de Nassereddin Shah<sup>14</sup> à maintenir un train de vie luxueux au dépend de son peuple, endetta le pays jusqu'au point où il du commencer à vendre des droits d'exploitations sur le territoire iranien à des intérêts étrangers en échange de somme monétaire. C'est durant cette période que le baron Paul Julius Von Reuter, sujet britannique, acheta pour un montant de £40,000 les droits exclusifs sur les ressources financières et économiques de l'Iran<sup>15</sup>. Lord Curzon, alors ministre britannique des affaires extérieures a qualifié la transaction de la façon suivante : "was found to be the most complete and extraordinary surrender of the entire industrial resources of a kingdom into a foreign hands that has probably ever been dreamed of, much less accomplished in history<sup>16</sup>." En 1891, une autre concession est vendue à un britannique, major Gerald Talbot, lui confère le monopole de tout le tabac vendu en Iran. Puisque la plupart des Iraniens consommaient du tabac à l'époque, cette concession a été à la source d'une révolte de la population qui força le Chah à annuler le contrat en 1905 à un coût de £500,000<sup>17</sup>. Ce fut la dernière concession accordée à un intérêt étranger. La Russie avait également des intérêts économiques à préserver en Iran. En 1907, étant donné la compétition entre la Russie et le Royaume-Uni pour les mêmes intérêts, ces deux pays conclurent une entente, à l'insu de Chah, en se partageant l'exploitation du pays. La Russie se restreignait au nord alors que le Royaume-Uni demeurait dans le sud. Les intérêts économiques iraniens étaient alors sous un complet contrôle étranger. En 1908,

---

<sup>14</sup> Shah de la dynastie Ghajar qui a régné sur l'Iran de 1907 à 1925. Il a été remplacé par Mozaffaredin Shah.

<sup>15</sup> Ansari, *Confronting Iran, the Failure of American Foreign Policy and the Next Great Crisis in the Middle East*, p.14.

<sup>16</sup> Pollack, *The Persian Puzzle, the Conflict between Iran and America*, p.16.

<sup>17</sup> Ibid., p.18.

William D'Arcy découvre du pétrole en Iran. Au début de la Première Guerre mondiale, la Marine britannique avait converti sa flotte du charbon au pétrole. La découverte de pétrole en Iran était essentielle à l'effort de guerre britannique, ce qui motiva le gouvernement britannique à acquérir 51 % des parts dans la compagnie Anglo-Persian Oil Company. Les intérêts, le contrôle et l'influence britannique sur l'Iran ne firent que s'accroître après la Première Guerre mondiale. Lorsque Reza Shah prit le pouvoir en 1925, le pays était ruiné, et exploité par des puissances étrangères. Il cogna à la porte des Américains dans l'espoir de créer un allié assez puissant pour contrebalancer et éventuellement éliminer l'influence britannique et russe, mais sans succès réel. Les revenus provenant des réserves pétrolières représentaient sa principale source de revenus bien que la grande majorité des profits continuait de servir les intérêts britanniques. Reza Shah avait compris qu'il ne pouvait compter que sur lui-même pour reprendre le contrôle de son pays et éliminer l'influence étrangère. Avec les revenus pétroliers, il constitua une force militaire qui, en 1941, était devenue assez puissante pour lui permettre d'exercer le contrôle de la nation iranienne et réduire sa dépendance sur l'aide extérieure. Son ascendance arienne ainsi que son désir de voir les Britanniques et les Russes quitter le pays contribuèrent à son ouverture à collaborer avec les Allemands. Les Alliés peu de temps après voulurent exploiter le réseau de transport iranien vers la Russie ce que n'autorisa pas Reza. Quelques semaines plus tard, les alliés avaient envahi l'Iran et exilé Reza Shah. Les Alliés confièrent le trône iranien au fils héritier, Mohammed Reza Shah Pahlavi. Peu après la fin de la guerre, les Russes menaçaient de s'appropriier encore plus de contrôle et de territoire iranien. La pression des Américains suffit à faire reculer les Russes bien que Mohammed Reza Shah aurait souhaité plus d'assistance américaine.

En 1952 Mossaddeq, alors premier ministre de Mohammed Reza Shah résigne. La population iranienne se souleva lorsqu'on nomma un nouveau premier ministre pro-britannique. Le Shah fut forcé de ré-établir Mossaddeq en temps que premier ministre qui venait alors de gagner son pari et possédait maintenant l'appui du peuple iranien. Mossaddeq accepta que le Shah demeure en place, mais sans pouvoir réel sur les affaires du pays. Mossaddeq n'avait qu'un but, éliminer tout contrôle étranger (britannique) sur les ressources naturelles iraniennes. Lorsqu'il réalisa qu'il n'obtiendrait pas le soutien qu'il demandait des Américains, il commença à courtiser l'Union Soviétique. Les services secrets américains craignant de voir l'Iran tomber sous le contrôle soviétique organisèrent avec les services secrets britanniques un coup d'état connu aujourd'hui sous le nom de *Opération Ajax*, pour renverser Mossaddeq et rétablir Mohammed Reza Shah à la tête de l'Iran. Conséquemment, Mohammed Reza Shah reprit le pouvoir sur l'Iran<sup>18</sup>. À partir de 1953, les Américains remplacent alors les Britanniques en tant que puissance dominatrice étrangère<sup>19</sup>. Mohammed Reza Shah entretiendra une excellente relation avec les États-Unis. Le peuple iranien ne pardonnera jamais aux Américains cette ingérence ou un premier ministre démocratiquement élu a été renversé et remplacé par un souverain au service des États-Unis. Bien que Mossaddeq avait perdu beaucoup de support au sein de l'élite iranienne et s'était accaparé du pouvoir en dictateur après avoir dissous le Majlis, on se souviendra de lui comme un héros qui s'est tenu debout contre les puissances de l'ouest. Vingt-quatre ans plus tard, lors de la révolution islamiste de 1979,

---

<sup>18</sup> Ibid., p.63.

<sup>19</sup> Ansari, *Confronting Iran, the Failure of American Foreign Policy and the Next Great Crisis in the Middle East*, p.40.

le Shah Reza est finalement exilé et le pouvoir est redonné au peuple iranien, du moins en apparence.

Il est donc maintenant plus facile de comprendre l'obsession qui prévaut présentement au sein de la population iranienne à l'égard des pays impérialistes, qui ont pendant plus de cent ans, pillé les ressources naturelles de l'Iran, imposés leur contrôle sur les politiques nationales et même été jusqu'à décider qui gouvernerait leur pays. La méfiance est à l'ordre du jour et ça prendra plusieurs années d'effort à reconstruire une relation de confiance mutuelle. L'ouverture récente du président américain Barack Obama diffusé sur internet aux dirigeants iraniens à l'occasion du Nowruz<sup>20</sup> est un premier pas vers cette lente reconstruction d'un respect et d'une confiance mutuelle. Robert Baer résume bien le sentiment iranien face à l'impérialiste occidental : “ A misconception Americans have about Iran is that Iranians hate us and our culture. But that's not true, they simply hate what they consider our occupation of large swaths of the Middle East<sup>21</sup>” Bien que les Iraniens rejettent totalement l'ingérence américaine dans les affaires internationales, il est fascinant de constater à quel point ces mêmes iraniens envient la culture et la liberté américaines.

Ayant maintenant établi les fondations qui expliquent pourquoi les Iraniens ont développé une phobie quasi excessive de l'ingérence internationale dans leurs affaires intérieures, il nous est possible de mieux interpréter les discours politiques émanant des

---

<sup>20</sup> fête traditionnelle iranienne célébrant le nouvel an du [calendrier iranien](#) (premier jour du printemps)

<sup>21</sup> Robert Baer, *The Devil we Know - Dealing with the New Iranian Superpower* (New-York: Crown, 2008), p.11.

politiciens iraniens qui peuvent sembler parfois irrationnels. La prochaine section analysera les événements géopolitiques et sociologiques des années 90 qui ont contribué à faire évoluer l'approche idéologique islamique de l'après révolution vers une approche de plus en plus réaliste où les intérêts économiques et politiques de l'Iran ont tranquillement remplacé les valeurs islamiques fondamentales à la base de sa politique étrangère.

### **Le virage pragmatique de la politique iranienne depuis 1990**

En partant du fait que l'Iran rejette catégoriquement de se faire imposer la marche à suivre par les puissances impérialistes, il est nécessaire maintenant de comprendre les facteurs qui, depuis le début des années 90, ont forcé les dirigeants iraniens à faire preuve d'un pragmatisme réaliste dans sa politique étrangère au dépend d'une idéologie religieuse aveugle et parfois suicidaire. Suivant la mort de l'Ayatollah Khomeini en 1989 et l'écroulement du bloc soviétique au début des années 90, on assiste à un bouleversement de la géopolitique régionale. La guerre Iran-Irak qui s'est terminée en 1988 et qui a fait plus d'un million de victimes, a créé des besoins énormes en reconstruction des infrastructures économiques et sociales. On assiste donc à une plus grande ouverture de la politique régionale qui réalise le besoin de créer des liens économiques et attirer des investissements étrangers nécessaires à cette reconstruction<sup>22</sup>. La nouvelle dynamique sociale doit maintenant tenir compte d'une population jeune,

---

<sup>22</sup> Abbas Maleki, "Iran's Regional Foreign/Energy Policy," *POLITIKA, the Journal of Politics and Public Administration Association (PPAA) of the University of Hong Kong* (2007), <http://www.caspianstudies.com/Foreignpolicy/my%20new%20article/Iran%20Regional%20Foreign%20Energy%20Policy.doc>.

désireuse de se payer les luxes accessibles à la classe moyenne moderne et qui désire sortir de son isolationnisme internationale<sup>23</sup>. Cette approche rationnelle et réaliste est bien présente dans ses relations avec les pays voisins du Moyen-Orient, pour qui l'Iran aspire à devenir une puissance régionale.

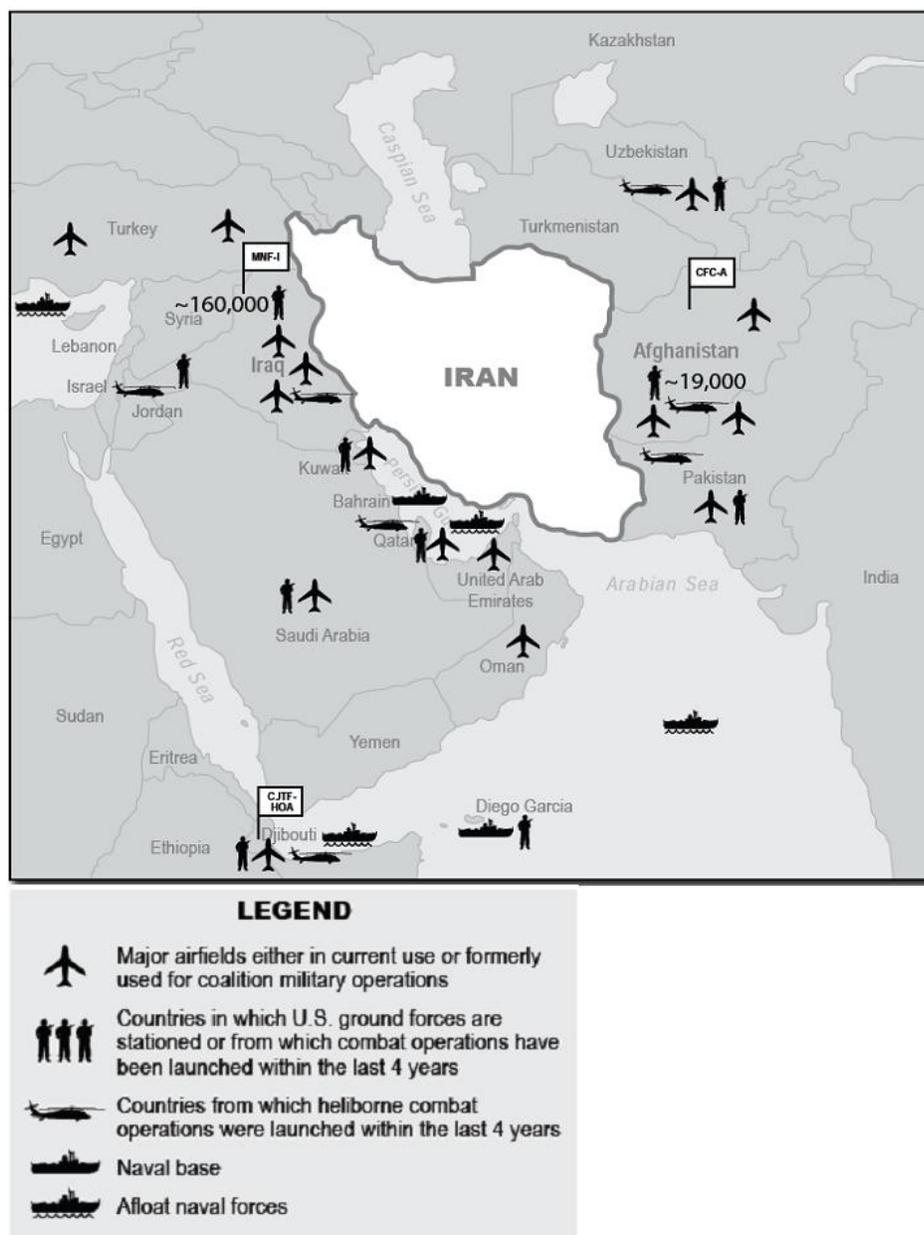
Aujourd'hui, plus de 65 % de la population iranienne est âgée de moins de 30 ans. Cette jeune population, qui n'a pas vécu la grande révolution islamique de 1979, a certainement de la difficulté à comprendre les fondements d'une idéologie islamique fondamentale. L'arrivée en masse des jeunes sur le marché du travail crée une demande de plus de 800,000 nouveaux emplois à chaque année<sup>24</sup>. Le niveau d'éducation augmente chez les Iraniens qui aspirent à devenir autosuffisants dans les domaines techniques tels que le nucléaire, l'exploitation pétrolière, le développement de systèmes d'armement et même la conquête de l'espace. Si les dirigeants iraniens désirent garder le pouvoir et la structure de pouvoir tel quelle, ils doivent adopter une approche pragmatique et réaliste qui favorise les intérêts économiques aux dépens d'une idéologie pure afin de satisfaire les nouveaux besoins des Iraniens qui toléreront de moins en moins un système étatique isolé des opportunités économiques accessibles aux pays occidentaux.

---

<sup>23</sup> Roger Howard, *Iran Oil - the New Middle East Challenge to America* (New-York: I.B.Tauris & Co. Ltd, 2007), [http://web.archive.org/web/20070927213903/http://www.iribnews.ir/Full\\_en.asp?news\\_id=200247](http://web.archive.org/web/20070927213903/http://www.iribnews.ir/Full_en.asp?news_id=200247). p.133.

<sup>24</sup> Ibid., p.132.

La carte géographique des pays du Moyen-Orient, illustrée à la figure 1.2, nous permet de constater en un coup d'œil à quel point le déploiement des forces américaines depuis 1991 (la première guerre du Golfe) est en train d'isoler l'Iran. Cette réalité inquiète les dirigeants iraniens. L'Iran ne peut que constater à quel point l'influence américaine est maintenant présente en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Turquie, en Israël, aux Émirats arabes, au Qatar, au Kuwait, au Bahreïn en Arabie-Saoudite, en Jordanie, au Ouzbékistan ainsi que dans le golfe Persique, le golfe d'Oman et la mer d'Arabie. Ce quasi-encerclement représente une menace à la souveraineté iranienne ainsi qu'au désir de ses dirigeants à devenir une puissance régionale. Il est clair qu'une politique étrangère axée sur la prolifération de la révolution islamique est vouée à l'échec dès le départ compte tenu de l'incompatibilité des cultures régionales existantes au Moyen-Orient. Une approche rationnelle et pragmatique basée sur la création de liens économiques et politiques stables créant des interdépendances à long terme entre les états demeure l'approche qui a le plus de chance d'y parvenir. L'Iran a donc entrepris depuis plus de vingt ans de développer des liens économiques avec des superpuissances telles que la Chine, le Japon, l'Inde et la Russie, de façon à amasser du capitale politique qui lui servira à contrebalancer l'influence américaine au Moyen-Orient. La nature des relations entre l'Iran et ces autres pays sera développée en détail dans le prochain chapitre de cet essai.



**Figure 1.2 –Unités américaines déployées au Moyen-Orient (Mai 2007)**

Source : Sadri, Houman, "SURROUNDED: Seeing the World from IRAN's Point of View." *Military Review* 87, no. 4 (2007), p.15.

Depuis l'arrivée de Khamenei au poste de guide suprême en 1989, on a pu constater un certain relâchement de l'idée d'exporter la révolution islamique au reste du monde au profit d'une *realpolitik* nationale et internationale axée sur la croissance

économique et le développement de relations diplomatiques nécessaire pour repousser l'influence américaine sans cesse grandissante dans la région du Moyen-Orient. En fait, juste avant sa mort en 1989, Khomeini avait émis une *fatwa*<sup>25</sup> qui stipulait clairement que les intérêts du régime avaient priorité sur les principes islamiques fondamentaux.

Ayant maintenant analysé les événements qui ont modelé le régime islamique ainsi que l'approche pragmatique que l'on connaît aujourd'hui, il est plus facile de comprendre la rationnelle qui sous-tend les objectifs stratégiques de l'Iran. La politique étrangère iranienne est le résultat logique des facteurs historiques, sociologiques et géopolitiques analysés jusqu'ici. Elle découle naturellement de la combinaison de la situation physique d'un pays clé du système international, creuset d'une grande civilisation, de sa relation conflictuelle avec l'Occident, des frustrations et des ressentiments générés par cette relation, frustrations et ressentiments qui sont exacerbées et symbolisées par la révolution islamique et atténuées par la prise en compte d'un contexte géopolitique difficile imposant une approche prudente et pragmatique. Le résultat est une politique de puissance où se mêlent fierté nationale et prudence politique.

### **Objectifs de la politique étrangère de l'Iran**

L'Iran est un peuple fier qui n'a jamais oublié le rôle de puissance dominatrice dont il a joui pendant plusieurs centaines d'années durant l'hégémonie de l'empire perse. La perte de contrôle de ses ressources naturelles et de sa liberté de mouvement à

---

<sup>25</sup> Une fatwa est un avis juridique donné par un spécialiste de loi islamique sur une question particulière.

l'intérieur de l'arène politique internationale, l'appauvrissement graduel du pays et de ses habitants et l'incapacité d'influencer la politique régionale du Moyen-Orient sont tous des raisons qui expliquent la révolution islamique de 1979. Le peuple iranien en avait assez de ne plus être à la barre de sa destinée et a initié le long chemin gravissant la montagne de la prospérité et du pouvoir international. Le chemin qu'il a choisi pour s'y rendre n'est pas nécessairement le plus facile, toutefois il lui a définitivement permis de se rapprocher de son but depuis son départ, il y a 30 ans.

Les objectifs stratégiques qu'ont donnés les pères de la révolution islamique à l'Iran sont en fait une réaction naturelle et pragmatique visant à créer un pays indépendant des influences étrangères et capable de prospérer économiquement au point de redevenir un pôle de puissance internationale. Ces objectifs stratégiques de la politique étrangère de l'Iran peuvent être regroupés en trois thèmes distincts. Tout d'abord, la préservation du régime islamiste actuellement en place. Ensuite, l'obtention du plein contrôle de sa destinée par l'élimination des influences impérialistes et des politiques d'endiguement à son égard. Finalement, l'élévation de l'Iran au statut de puissance régionale pour éventuellement devenir un pôle de puissance et d'influence internationale. Ces trois objectifs stratégiques sont les piliers sur lesquels s'appuient les décisions, les déclarations et les actions des dirigeants de la République Islamique de l'Iran.

Ce premier chapitre nous permet donc de bien comprendre à travers la structure du pouvoir iranien et des événements qui ont précédé et suivi la révolution islamique de

1979 que sa politique étrangère n'est pas le fruit d'un hasard aléatoire qui fluctue avec les présidents qui se succèdent, mais bien une réponse pragmatique et cohérente qui été mise en place il y a trente ans et qui continue aujourd'hui de guider les actions de ses dirigeants.

Cette politique étrangère iranienne forme le noyau où toutes les autres politiques iraniennes convergent. L'analyse qui suit s'attaquera spécifiquement à la stratégie hydrocarbure iranienne afin de démontrer qu'elle, non seulement respecte l'esprit de cette politique étrangère, mais qu'elle est en réalité l'outil principal par lequel l'Iran compte reconquérir son statu de puissance internationale.

## CHAPITRE 2

### **EST-CE QUE LES RESSOURCES HYDROCARBURES DE L'IRAN SERVENT SES OBJECTIFS STRATÉGIQUES NATIONAUX?**

Ayant établi au chapitre précédent la rationalité et le pragmatisme de la politique étrangère iranienne et de ses principaux déterminants à travers l'analyse des facteurs historiques, de la structure du pouvoir et de l'évolution historique du régime de 1979, il convient maintenant de nous tourner vers la politique hydrocarbure du gouvernement iranien et d'examiner la manière dont elle converge, ou non, avec le reste de la stratégie internationale de l'Iran. Ce deuxième chapitre déterminera ce que cherche à obtenir Téhéran de chacune des différentes communautés internationales, analysée à tour de rôle, et comment il parvient à troquer ses ressources hydrocarbures en échange de faveurs diplomatiques nécessaires à l'atteinte de ses objectifs de puissance. On tracera d'abord un portrait économique de la communauté analysée en termes de besoins présents et futurs en hydrocarbure afin de mieux comprendre ensuite, la façon dont l'Iran s'y prend pour exploiter cette réalité énergétique et économique à laquelle les gouvernements nationaux doivent faire face. Cette analyse ne se limitera pas aux exclusivement aux échanges des hydrocarbures iraniens mais inclura également les investissements monétaires (pétrodollars) iraniens dans certaines communautés du monde. Ce chapitre couvrira successivement les États-Unis, le Moyen-Orient, l'Asie, l'Europe et les pays du tiers monde. Toutefois avant de se lancer dans cette analyse internationale, il nous sera utile de bien comprendre le potentiel hydrocarbure dont l'Iran est privilégié ainsi que la

dynamique socioculturelle qui prévaut actuellement au pays et qui affecte de façon significative la liberté de manœuvre de son gouvernement.

C'est en 1973, lors de la première crise d'énergie mondiale, où le prix du baril de pétrole est passé de \$14 à \$ 42<sup>26</sup> en seulement quelques mois suite à la guerre de Yom Kippour, que les pays producteurs ont réalisé la puissance de l'arme hydrocarbure dont ils disposaient. Les pays membres de l'OPEP étaient déterminés à mettre fin à l'approvisionnement mondial du pétrole à bon marché que les pays industrialisés transformaient et revendaient à ces mêmes pays producteurs à des prix exponentiels. La guerre de Yom Kippour a été l'élément déclencheur de cette nouvelle politique hydrocarbure où les pays de l'OPEP ont délibérément réduit l'offre mondiale et initié un embargo envers les États-Unis et les Pays-Bas, ce qui a propulsé le prix du baril à un sommet jusque-là jamais imaginé. La diminution de l'offre ainsi que l'embargo avaient comme but d'accroître les revenus hydrocarbures des pays producteurs ainsi que de forcer le gouvernement américain à mettre de la pression sur Israël afin que ce dernier retire ses troupes des territoires occupés depuis la guerre israélo-arabe de 1967. Cette crise de l'énergie a fait réaliser à la communauté internationale que le pétrole était devenu une commodité mondiale essentielle et que les fluctuations dans l'offre affectaient non seulement un pays spécifiquement désigné par un embargo, mais à parts égales, les consommateurs de la communauté internationale. Téhéran et les autres pays producteurs ont, à ce moment, réalisé pleinement la puissance de cette formidable arme hydrocarbure dont ils contrôlent la source. Avec 15 % des réserves mondiales en gaz naturel (2<sup>ième</sup> au

---

<sup>26</sup> "Oil Price History and Analysis," (accédé le 15 février, 2009).

monde) et 11 % des réserves mondiales en pétrole (3<sup>ième</sup> au monde), l'Iran possède un levier économique et politique non négligeable. Afin de mieux comprendre la portée des relations hydrocarbures entre l'Iran et les autres pays du monde, il est nécessaire de bien connaître la situation iranienne concernant le pétrole et le gaz naturel ainsi que son impact sur la société iranienne d'aujourd'hui.

### **Situation hydrocarbure de l'Iran**

Bien que l'Iran possède la troisième plus grande réserve mondiale connue en pétrole, sa production stagne à 4 millions de barils par jour en raison du manque d'investissement dans l'exploration et l'exploitation de nouveaux champs pétrolifères. Cette production était de l'ordre de 6 millions de barils par jour avant la révolution islamique de 1979, période où l'accès aux technologies américaines n'était pas restreint. La guerre Iran-Iraq, au cours de la période 1980-1988, a dégradé de façon importante une grande partie de l'infrastructure hydrocarbure iranienne. Le secteur pétrolifère génère présentement 85 % des revenus étrangers du gouvernement iranien, ce qui représente environ 60 % des revenus totaux de l'État<sup>27</sup>. Il est donc clair que les fluctuations dans le prix du baril de pétrole qui ont joué entre \$37 et \$145<sup>28</sup> le baril en 2008 ont un impact important sur l'économie iranienne. L'économie iranienne a été mise à l'épreuve en 2008 avec plus de 25 % d'inflation. On anticipe un déficit de l'ordre de

---

<sup>27</sup> "CIA - World Fact Book 2008," p.8. (accédé le 24 février, 2009).

<sup>28</sup> "Crude Oil Price," 2009).

\$50 milliards en 2009 si le prix du baril demeure entre \$30 et \$35<sup>29</sup>. Contrairement aux pays de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui génèrent les revenus de l'État principalement à partir de l'impôt des particuliers et des taxes sur la consommation, les revenus de l'Iran sont extrêmement sensibles aux fluctuations des prix du pétrole et dans une moindre mesure, au prix du gaz naturel. L'Iran exporte 2.8 millions de barils de pétrole par jour, soit 70 % de sa production totale. La population iranienne a doublé depuis la révolution islamique de 1979. Avec cette augmentation de la population, vient une augmentation de la demande nationale pour les produits pétroliers qui sont très généreusement subventionnés par l'État<sup>30</sup>. On observe présentement un déclin naturel de la capacité d'extraction du pétrole à même les sites d'extraction actuels de l'ordre de 8 % et 11 % par année pour les exploitations sur terre et sur mer respectivement. Si aucun investissement n'est effectué, on prévoit qu'à partir de 2015, l'Iran n'aura plus de surplus de production disponible pour l'exportation<sup>31</sup>. L'acte de sanction Iran-Libye (ILSA) de 1996<sup>32</sup>, interdit les investissements étrangers supérieurs à \$20 millions pouvant contribuer au développement de l'industrie hydrocarbure iranienne. Le gouvernement américain va même jusqu'à imposer des pressions allant jusqu'aux sanctions économiques envers les autres pays qui refusent de s'aligner derrière

---

<sup>29</sup> FARNAZ FASSIHI, "Oil Plunge Heightens Tensions in Iran," *Wall Street Journal - Eastern Edition* 252, no. 146 (12/20, 2008), A8, <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=36081864&site=ehost-live>.

<sup>30</sup> Elliot Hen-Tov, "Understanding Iran's New Authoritarianism," *Washington Quarterly* 30, no. 1 (06, 2007), 163-179, <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=23263762&site=ehost-live>. page 174. Le prix du gallon d'essence coûte environ \$0.40 en Iran.

<sup>31</sup> "Energy Information Administration - Iran," (accédé le 2 mars, 2009).

<sup>32</sup> *Iran and Libya Sanctions Act of 1996*, 18 June 1996 sess., (1996): , [http://www.fas.org/irp/congress/1996\\_cr/h960618b.htm](http://www.fas.org/irp/congress/1996_cr/h960618b.htm). (accédé le 23 février 2009)

la politique américaine. Cette pression démographique sur les ressources de l'État jumelée aux sanctions économiques imposées par les États-Unis ne cesse d'éroder la richesse du pays par habitant.

Si les sanctions économiques contre l'Iran ne sont pas assouplies dans un avenir rapproché, il est possible d'envisager que l'Iran ne sera plus en mesure de rencontrer ses attentes d'exportation, ce qui affectera principalement la Chine, le Japon et l'Inde. Malgré ses vastes réserves de pétrole, l'Iran pourrait bientôt se retrouver asphyxié économiquement et alors incapable de demeurer une source stable en pétrole pour les pays importateurs. Ce problème est intensifié par le fait que l'Iran est devenu dépendant au niveau de ses importations en pétrole raffiné. Les sanctions actuelles et la dépendance des Iraniens sur les importations de gazoline rendent l'économie nationale particulièrement fragile. Ahmadinejad est bien conscient du problème et a initié un programme de conversion au gaz naturel de tous les véhicules iraniens d'ici 2011 ce qui devrait engendrer des économies de l'ordre de \$3 à \$8 milliards par année en importation de produits pétroliers raffinés. Cette initiative devrait rendre l'Iran autosuffisant pour rencontrer ses besoins en produits pétroliers raffinés<sup>33</sup>.

Le potentiel de croissance à court terme des revenus de l'État iranien tiré des hydrocarbures repose sur ses vastes réserves en gaz naturels. Compte tenu de son coût plus stable par rapport au pétrole, ces réserves représentent une source d'énergie de plus

---

<sup>33</sup> Gal Luft and Anne Korin, "The Big Lesson Iran can Teach the U.S," *Philadelphia Inquirer*, the (PA) (12/13, 2006), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=n5h&AN=2W62W61336610022&site=ehost-live>.

en plus attrayante pour les pays dont la demande en énergie connaît une croissance exponentielle. Sa disponibilité et son empreinte environnementale beaucoup plus propre par rapport au charbon ou au pétrole en font une source privilégiée. Les réserves en gaz naturel de l'Iran peuvent alimenter les marchés mondiaux aussi bien par le biais de gazoduc que par le transport maritime sous une forme liquéfiée.

L'Iran possède donc des réserves en hydrocarbure qui sont sous-exploitées depuis plusieurs dizaines d'années en raison des sanctions économiques américaines qui retiennent les investissements étrangers dans l'industrie du pétrole et de gaz naturel. L'équilibre énergétique de la communauté internationale, dont la demande globale ne cesse de croître, dépend de la production iranienne. Grâce à ce potentiel énergétique sous-exploité, l'Iran cherche à se forger des alliances politiques lui permettant de se désengorger petit à petit de l'endiguement américain qui restreint présentement le potentiel d'exploitation de cette richesse naturelle. Utilisée de façon prudente et pragmatique, l'arme hydrocarbure iranienne est la clé qui ouvrira à Téhéran les portes de la puissance régionale et internationale. La prochaine partie analysera à tour de rôle les rapprochements judicieux que l'Iran est en train d'effectuer auprès de la communauté internationale dans le but de créer ou de consolider une dépendance envers les hydrocarbures iraniens. Cette dépendance énergétique assurera à l'Iran le soutien politique capital à l'atteinte de ses ambitions de puissance. Mais tout d'abord, il est important d'établir en commençant ce tour d'horizon, la relation qui prévaut entre les États-Unis et l'Iran, car les éléments de cette relation influencent grandement le

comportement pragmatique des autorités iraniennes envers le reste de la communauté internationale.

### **Confrontation entre Washington et Téhéran**

Les relations économiques et politiques entre Washington et Téhéran pourraient difficilement être plus malaisées, bien que l'élection récente du nouveau président américain, Barack Obama, ait eu un effet d'ouverture où il est maintenant possible d'envisager un certain rapprochement entre ces deux nations, toutefois prudence et patience sont encore de mises. Il serait naïf d'espérer que l'Iran et les États-Unis deviennent des partenaires politiques ou économiques dans un avenir rapproché. Les différends qui ont été entretenus d'un côté comme de l'autre depuis les trente dernières années demanderont des efforts considérables afin de rétablir un climat de confiance mutuelle. Il est tout de même fascinant de constater comment les États-Unis et l'Iran, deux pays qui partagent un ennemi commun, les Talibans, et où il existe un potentiel d'interdépendance économique fantastique, sont aujourd'hui séparés par un fossé idéologique qui les empêche de prospérer respectivement. Les États-Unis sont les plus grands consommateurs de pétrole au monde avec une demande de plus de 20.6 millions de barils par jour. La production américaine se limite à 8.5 millions de barils par jour avec des réserves connues de l'ordre de 21 milliards de barils. Cette réserve pourrait être épuisée d'ici huit ans. Les importations en pétrole des États-Unis représentent déjà 60 % de sa consommation et s'approcheront dangereusement du 100 % d'ici 2020. Une telle dépendance sur les approvisionnements extérieurs représente une menace non

négligeable à la sécurité nationale américaine. Le gouvernement américain en est bien conscient, bien que sa population ne réalise ni l'ampleur ni le danger de cette dépendance. Ces besoins grandissants en pétrole importé entrent directement en compétition avec l'augmentation de la demande des pays de l'Asie telle que la Chine et l'Inde qui ratissent présentement le globe à la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement. De l'autre côté, on retrouve un Iran qui possède une des plus grandes réserves mondiales en hydrocarbure et qui peine à trouver des investissements étrangers capables de lui apporter l'expertise technologique nécessaire à l'accroissement de sa capacité de production de pétrole et de gaz naturel.

Telle que présentée au chapitre précédent, la révolution islamique de 1979 a sonné la fin de la collaboration irano-américaine. Les liens qu'entretient le régime islamique iranien avec le mouvement terroriste Hezbollah ainsi que le programme d'enrichissement d'uranium pour des fins d'arme nucléaire ont poussé Washington à vouloir étrangler l'économie iranienne par le moyen de sanctions économiques touchant non seulement les transferts de technologie nucléaires, mais également tout investissement étranger supérieur à \$20 millions. Ces sanctions ont pour but de forcer le gouvernement iranien à couper ses liens avec les mouvements terroristes et abandonner son programme de développement d'arme nucléaire. Après plus de 13 ans de sanctions économiques, on est forcé de constater que l'Iran est plus déterminé que jamais à s'opposer aux désirs (impérialistes) de la grande puissance étrangère qu'il a chassée de son pays en 1979. Bien que l'Iran démontre une approche rationnelle et réfléchie dans ses relations avec le reste de la communauté internationale, on a de la difficulté à en

arriver à cette même conclusion pour ses rapports avec les États-Unis. Les interactions diplomatiques entre ces deux nations font plutôt penser à la relation d'un parent avec un adolescent qui s'entête à contredire systématiquement tout conseil provenant de l'adulte. La relation s'est appauvrie au point où le parent, lui aussi, n'agit plus de façon rationnelle envers l'adolescent. On verra donc dans la partie qui suit, à quel point l'Iran cherche à lever une sorte de rébellions internationale contre l'influence internationale dont jouit le gouvernement américain. Il s'y prend en troquant avec les autres nations ses ressources en hydrocarbures ou le fruit de celles-ci contre un appui politique direct dans certains cas, ou encore un soutien indirect plus discret mais tout aussi efficace dans les autres cas. Si on accepte le fait que l'accès de l'Iran au statut de puissance mondiale passe absolument par l'effondrement de l'influence internationale américaine, on est forcé de conclure que l'approche iranienne est très pragmatique et rationnelle. Bien que cette approche soit une option possible, il ne nous est toutefois pas possible d'exclure qu'un rapprochement et une ouverture entre ces deux gouvernements pourraient aussi contribuer à rapprocher Téhéran de ses objectifs stratégiques mais cette fois dans un contexte de gagnant gagnant. Comme nous pourrons le constater dans la prochaine partie, ses rapports avec les autres pays de cette communauté internationale sont rationnels et orchestrés dans un seul but, soit celui d'acquérir de plus en plus de pouvoir au sein de la communauté internationale. Ses progrès accomplis dans ce domaine depuis les trente dernières années sont tout à fait incontestables.

## La mer Caspienne et le Caucase

La région de la mer Caspienne, qui est encerclée par la Russie, l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan renferme des réserves potentielles de pétrole de l'ordre de 200 milliards de barils ainsi que des réserves en gaz naturel de l'ordre de 12,750 milliards de mètres cubes. L'absence d'accès direct à un port de mer permettant l'exportation du pétrole ou du gaz naturel vers l'Europe ou l'Asie confère à l'Iran une situation géographique qui pourrait profiter aux pays producteurs d'hydrocarbure de cette région étant donné l'accès de l'Iran au golfe Persique. Le partage des ressources et de l'accès à cette étendue d'eau n'est pas encore résolu, bien que certains pays ont déjà commencé l'exploitation des champs pétrolifères sous son lit. L'Iran, de son côté, prône une division à parts égales pour chacun des cinq pays littoraux de la mer Caspienne. Étant donné que l'Iran possède moins de 20 % du littoral de la mer Caspienne, cette proposition avantage naturellement l'Iran. On constate ici que l'Iran tente d'affirmer son autorité sur la région et négocier avec la Russie sur un pied d'égalité, toutefois avec plus ou moins de succès. L'Azerbaïdjan, avec qui la frontière iranienne est actuellement en dispute, a adopté l'ancienne séparation qui prévalait entre l'Union soviétique et l'Iran avant 1992<sup>34</sup>. Azerbaïdjan est aujourd'hui le pays voisin avec lequel l'Iran a le moins d'affinité. Cette dispute frontalière de la mer Caspienne dans le secteur iranien n'est certes pas propice à attirer des investisseurs désireux de développer les réserves pétrolifères du secteur iranien. Azerbaïdjan s'est énormément enrichi au cours de la dernière décennie grâce à

---

<sup>34</sup> B. Yusifzade Khoshbakht, "The Status of the Caspian Sea Dividing Natural Resources between Five Countries," *Azerbaijan International*, no. Autumn 2000 (2000).

des investissements étrangers qui sont venus développer ses vastes réserves pétrolières<sup>35</sup>. Le premier contrat impliquait l'exploitation d'un complexe de champs pétroliers connu sous le nom d'Azeri-Chirag-Guneshli et situé sur la mer Caspienne à plus de 120 km du littoral Azerbaïdjan. Ce champ pétrolier contient environ 6 milliards de barils de pétrole qui sont extraits à un rythme de 1 million de barils par jour. Un des dilemmes qui se présentait était l'acheminement de ce pétrole à un port de mer. Deux options étaient possibles, la mer Méditerranée à plus de 1768 km à travers la Géorgie et la Turquie ou encore le golfe Persique à environ 1500km de travers l'Iran. Le pétrole étant destiné au marché occidental, la voie la plus longue, mais la plus stable au point de vue géopolitique a favorisé la Turquie par rapport à l'Iran<sup>36</sup>. Il faut dire que les relations internationales entre l'Iran et l'Azerbaïdjan sont très belliqueuses depuis 1992. L'Azerbaïdjan entretient de bonnes relations diplomatiques avec la Turquie et les États-Unis alors que l'Iran, de son côté possède plus d'affinité avec l'Arménie (ennemi de l'Azerbaïdjan) et la Russie. On comprend ici le besoin de Téhéran d'affaiblir le pouvoir de Washington dans la région du Moyen-Orient, qui mine présentement ses opportunités d'accroître son influence régionale. Il est important de souligner le support politique et économique iranien fournit à l'Arménie depuis 1992, dont la population est principalement chrétienne au dépend d'un Azerbaïdjan musulman. C'est un exemple assez frappant du pragmatisme iranien qui sépare idéologie et intérêts politiques et économiques.

Toutefois, si l'Iran aspire à devenir une puissance régionale, il devra faire preuve de

---

<sup>35</sup> Entente également connue sous le nom de : Contrat du siècle. Plus de vingt ententes ont été conclues entre le gouvernement Azerbaïdjan et des compagnies pétrolières privées qui ont jusqu'à maintenant garanti des investissements de l'ordre de \$60 milliards.

<sup>36</sup> L'oléoduc reliant Baku (mer Caspienne) au port méditerranéen de Ceyhan en passant par la capitale de la Géorgie Tbilisi, a été achevé après plus de deux ans en 2005 à un coût de \$3 milliards et ouvre donc la porte sur l'Europe au pétrole de l'Azerbaïdjan

diplomatie constructive avec l'Azerbaïdjan, afin de profiter du potentiel d'interdépendance économique quant à l'acheminement des hydrocarbures azerbaïdjanais vers les marchés asiatique et européen.

Le Turkménistan, voisin iranien du nord-est, un exportateur net de gaz naturel. En raison du réseau d'oléoducs russes appartenant à Gazprom déjà existant dans le pays, la majorité des exportations en gaz du Turkménistan, soit 87 % (2006) est absorbée par la Russie. L'Iran, de son côté importe la balance, soit 6 milliards de mètres cubes en 2006. L'Iran représente une option d'exportation intéressante pour le Turkménistan, car elle offre une alternative qui lui permet de mieux négocier ses prix avec la Russie. Il existe plusieurs pays intéressés par le gaz de Turkménistan, dont l'Inde, le Pakistan, l'Europe et l'Afghanistan. L'Iran offre non seulement une route potentielle intéressante pour l'acheminement de ce gaz par gazoduc au Pakistan, à l'Inde ou au marché européen, mais aussi un alternatif au quasi-monopole russe avec qui le Turkménistan possède bien peu de pouvoir de négociation sur le prix de vente de son gaz. Il ne fait aucun doute que le rêve de puissance régionale iranien passe d'abord par le contrôle des ressources énergétiques de la région. Le Turkménistan représente une occasion en or, en raison de son désir d'accroître son niveau d'indépendance face au réseau de distribution russe. Bien que le gouvernement américain favorise l'option qui contourne l'Iran et traverse l'Afghanistan, le climat instable de l'Afghanistan et sa géographie montagneuse n'en fait pas l'option la plus attrayante. En offrant un marché alternatif au gaz turkménistan, Téhéran se rapproche de plusieurs de ses objectifs stratégiques. Il restreint d'abord l'emprise américaine et russe dans cette région d'Asie centrale et ensuite augmente son influence

en créant une dépendance du Turkménistan pour l'acheminement de son gaz vers de nouveaux marchés compétitifs. Il n'en tient qu'à l'Iran de bien jouer ses cartes pour profiter de cette opportunité et créer par le fait même une interdépendance régionale qui ne peut que lui être profitable dans la poursuite de ses objectifs stratégiques nationaux.

Pour tous les autres pays de la région du Caucase, assis sur la frontière entre l'Europe et l'Asie, reliant la mer Caspienne à la mer Noire, l'Iran représente également la porte de sortie vers les marchés européen et asiatique à travers le golfe Persique. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, ces pays, maintenant libérés de l'emprise communiste sont maintenant autonomes et ouverts à créer des liens économiques régionaux qui serviront leurs intérêts nationaux respectifs. L'Iran, qui aspire à dominer un jour cette région, utilise envers ces pays une approche qui semble lui rapporter des dividendes. Depuis la fin de la guerre avec l'Irak en 1988, la priorité d'exporter à tout prix la révolution islamique dans les pays voisins a cédé sa place un effort de stabilisation politique et de reconstruction économique. L'Iran a réalisé qu'il devait éviter l'approche idéologique et plutôt privilégier les intérêts politiques et économiques. Le président Khatami, candidat réformiste élu en 1997, a fait preuve d'une ouverture politique sur le monde extérieur encore jamais vu depuis la révolution de 1979 lors de son mandat. Il a prôné les deux thèmes suivants : la réduction des tensions et le rapprochement des civilisations. On peut qualifier sa performance comme relativement bonne<sup>37</sup>. Un des exemples concrets de cette politique est certainement l'approche rationnelle du gouvernement iranien envers la guerre civile du Tadjikistan de 1992 à 1997. Contre

---

<sup>37</sup> Shireen Hunter, "Iran's Pragmatic Regional Policy," *Journal of International Affairs* 56, no. 2 (2003), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=9535250&site=ehost-live>, p.134.

toutes les attentes, l'Iran n'a pas supporté les forces islamiques du Tadjik contre le gouvernement du Tadjikistan. Il a plutôt adopté une approche pragmatique et objective qui lui a permis d'agir comme médiateur entre les deux factions et ainsi contribuer directement à la stabilité régionale<sup>38</sup>. L'Iran et ces pays du Caucase partagent un ennemi commun, le régime taliban, particulièrement en ce qui a trait à l'Ouzbékistan<sup>39</sup>, ce qui représente un intérêt national commun qui peut être encore une fois exploité pour renforcer les liens régionaux et ainsi contribuer à faire avancer l'Iran vers son objectif de puissance régional. La situation géographique de l'Iran représente pour les pays de l'Asie centrale un accès aux marchés internationaux via ses ports de mer. Il semble y avoir un consensus de la part des experts en énergie, que l'Iran offre la route la plus accessible au point de vue économique pour l'exportation des hydrocarbures en provenance de l'Asie centrale. La réalité contemporaine est toutefois influencée par des considérations géopolitiques où l'Iran se retrouve bien souvent victime de la politique d'isolement des États-Unis qui fait continuellement pression sur les pays de l'Asie centrale afin d'éliminer au maximum les opportunités économiques qui pourraient profiter à l'Iran<sup>40</sup>. L'Iran a démontré qu'il peut devenir un joueur régional clé pour ces pays de l'Asie centrale même s'il ne partage pas nécessairement les mêmes idéologies culturelles. Ses instincts de survie, de développement économique et de croissance en termes d'influences régionales ont placé les intérêts économiques nationaux de l'Iran bien au-devant de ses idéologies islamistes fondamentales. Samuel Huntington, dans son

---

<sup>38</sup> Ibid., p.140.

<sup>39</sup> Ibid., p 139.

<sup>40</sup> Ibid., p.140.

livre *Le choc des civilisations*, n'avait pas anticipé qu'une telle dynamique puisse se produire, spécialement auprès de l'une des cultures les plus radicales du Moyen-Orient. L'approche pragmatique et réaliste que Téhéran a adoptée est illustrée ici par son désir de créer une porte d'accès aux marchés internationaux pour les produits hydrocarbures de cette région. Le potentiel de développement économique de l'Iran demeure toutefois restreint en raison de sa relation de confrontation avec les États-Unis. Aussi longtemps que les deux pays continueront d'entretenir leur méfiance mutuelle basée sur des événements qui remontent à plus de 55 ans<sup>41</sup>, il sera extrêmement difficile pour l'Iran de jouir du plein potentiel économique capable de lui conférer éventuellement le rôle de leader régional.

Effleurée seulement jusqu'à maintenant, la Russie, dernier pays du Caucase qui sera analysé dans cette prochaine section, mérite d'être considérée séparément étant donné la complexité et la subtilité des relations qui existent entre ces deux puissances énergétiques mondiales.

## **Asie**

La Russie est acteur majeur sur la scène politique et économique mondiale, qui, depuis la dernière décennie, a regagné énormément d'influence sur la scène internationale. Bien qu'elle ne représente plus un pôle de puissance capable de contrebalancer à elle seule les États-Unis, son impact sur la politique internationale

---

<sup>41</sup> En 1953, le gouvernement américain a orchestré le renversement du Premier ministre élu iranien afin de remettre au pouvoir le Shah Reza Palavi qui tolérait l'influence américaine dans la politique iranienne.

demeure considérable. Sur le plan économique et richesse naturelle, la Russie possède la huitième plus grande réserve de pétrole au monde, soit 60 milliards de barils; ce qui représente près de 5 % des réserves mondiales connues en 2007<sup>42</sup>. Sa production annuelle de pétrole est de l'ordre de 9,974 barils par jour dont 71 % est destiné à l'exportation. Ses réserves de gaz naturelles sont les plus grandes au monde avec 4,772 milliards de mètres cubes ce qui représente 28 % des réserves mondiales connues en 2006<sup>43</sup>. Son exportation nette en gaz naturel représente plus de 27 % de sa production. La Russie est donc le plus grand exportateur d'énergie, pétrole et gaz combiné, au monde. Ce potentiel énergétique fait donc de la Russie un sérieux compétiteur capable de nuire aux aspirations de puissance régionale de l'Iran ou encore un allié formidable dont l'Iran ne peut se permettre d'aliéner.

Avec un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies et son droit de veto, la Russie représente un partenaire diplomatique très puissant pour les dirigeants iraniens. En 1989, Rafsajani, alors qu'il était président du Parlement, a négocié des échanges économiques avec l'Union Soviétique de l'ordre de \$15 milliards<sup>44</sup>.

L'Iran a donc adopté une approche très pragmatique, mais à la fois très prudente envers la Russie. Dans l'application de sa politique extérieure, il cherche à soutirer le renfort diplomatique russe afin de contrebalancer les pressions diplomatiques américaines

---

<sup>42</sup> "Energy Information Administration - Russia," (accédé le 23 février, 2009).

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Edmund Herzig, "Regionalism, Iran and Central Asia," *International Affairs* 80, no. 3 (05, 2004), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=13424566&site=ehost-live>. p.504.

sur la zone d'influence iranienne. Il ne donne toutefois pas libre accès à la Russie dans ses affaires nationales, de peur de remplacer une puissance impérialiste pour une autre. Les réserves hydrocarbures de ces deux nations sont à la base de leur puissance actuelle et potentielle. L'accroissement de l'influence régionale de l'Iran sur les pays du Caucase est indirectement relié au déclin de l'influence russe sur cette même région.

Il est dans l'intérêt de l'Iran et de la Russie de maintenir de bonnes relations politiques étant donné l'importance des enjeux économiques liés aux secteurs du pétrole, du gaz naturel et du nucléaire. La proximité géographique de ces deux pays appelle au dialogue, particulièrement en ce qui a trait à l'exploitation et l'acheminement des réserves de pétrole et de gaz naturel de la mer Caspienne. Cette proximité crée également des opportunités de collaboration pour une meilleure exploitation du marché des hydrocarbures destinés à l'Europe et l'Asie. La visite du président Putin en octobre 2007 lors du sommet des nations de la mer Caspienne était la première visite d'un chef russe en Iran depuis 1943. Cette rencontre témoigne de l'ouverture et du pragmatisme des dirigeants iraniens à développer une collaboration hydrocarbure entre ces deux civilisations dont les cultures et les idéologies sont grandement opposées.

L'infrastructure pétrolière iranienne a un besoin urgent d'investissements et d'expertise afin de freiner le déclin de sa production. La Russie possède ces deux éléments et peut certainement bénéficier de tels contrats lucratifs qui sont à sa portée. L'indépendance de Moscou face aux pressions de Washington par rapport à l'application

de l'ILSA offre des options de coopérations intéressantes pour l'Iran<sup>45</sup>. Le pétrole russe extrait de la mer Caspienne peut également bénéficier du réseau d'oléoduc reliant le port iranien de Neka au golfe Persique. En 2003, la compagnie pétrolière nationale iranienne NIOC a signé une entente avec la compagnie pétrolière russe Lukoil pour l'approvisionnement annuel d'un million de tonnes de pétrole brut entre les ports russes d'Astrakhan et Volgograd et le port iranien de Neka<sup>46</sup>.

La coopération entre l'Iran et la Russie ne se limite pas au domaine des hydrocarbures, car les pétrodollars amassés par l'Iran lui permettent maintenant d'aspirer à faire partie du club très sélect des nations nucléaires. La fin de la guerre froide et l'effondrement de l'institution étatique soviétique après 1991 ont créé un bassin de scientifiques nucléaires sans travail de l'ordre de dizaine de milliers<sup>47</sup>. En 1995, Téhéran a signé une entente avec Moscou pour la construction d'un réacteur nucléaire (Bushehr 1) en sol iranien pour la somme de \$800 millions<sup>48</sup>. Plusieurs pressions américaines et européennes, en raison de l'instabilité géopolitique iranienne quant à la question de développement d'armes nucléaires, ont entraîné des délais dans la mise en opération du réacteur, maintenant prévue pour l'été 2009. Le coût final s'élève à \$1 milliard. La Russie a déjà livré plus de 82 tonnes d'uranium faiblement enrichi qui servira de combustible. L'Iran s'est engagé à retourner à la Russie l'uranium utilisé dans

---

<sup>45</sup> Howard, *Iran Oil - the New Middle East Challenge to America*, p.105.

<sup>46</sup> Ibid., p.108.

<sup>47</sup> Canada, *Programme De Partenariat Mondial : Une Contribution Tangible Du Canada Pour Réduire La Menace Des Armes De Destruction Massive*. Affaires étrangères et commerce international Canada. p.3.

<sup>48</sup> Thérèse Delpech, *Iran and the Bomb, the Abdication of International Responsibility* (New-York: Columbia University Press, 2007), p.39.

son réacteur. L'Iran a accepté de se soumettre aux inspections de L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui doit veiller au respect des accords internationaux sur le commerce de matériel nucléaire<sup>49</sup>. Après plus de treize ans d'efforts, l'Iran a gagné son pari nucléaire et franchit une étape cruciale de son programme en mettant en opération son premier réacteur nucléaire. L'Iran a vu juste en choisissant la Russie comme partenaire nucléaire en raison de sa très grande liberté de mouvement et de son indépendance vis-à-vis les pressions américaines ou européennes. L'Iran a offert une carotte économique que peut difficilement refuser Moscou lorsqu'en 2002, ces deux partenaires économiques se sont engagés mutuellement dans la construction de trois autres réacteurs nucléaires semblable à Bushehr 1<sup>50</sup> dont le début de la construction est prévu pour 2011. La Russie se révèle un allié remarquable, non seulement au point de vue de transfert de technologie, mais surtout à la défense du programme nucléaire iranien auprès de la communauté internationale. En octobre 2005, le ministre russe des Affaires extérieures, Sergei Lavrov, a déclaré qu'aucun pays ne pourrait jamais forcer la Russie à abandonner son engagement nucléaire envers Téhéran<sup>51</sup>. Les pétrodollars iraniens lui permettent donc de s'offrir une industrie nucléaire dont la Russie est le principal bénéficiaire économique. En retour, cette entente économique assure à l'Iran un allié politique influent au sein du Conseil de sécurité qui contribue à contrebalancer les pressions américaines qui restreignent l'Iran dans ses

---

<sup>49</sup> Tony Halpin, "Tehran Begins Test Run of Nuclear Plant Amid Weapons Fear Over Uranium Hoard," *Times, the (United Kingdom)* (02/25, 2009), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=n5h&AN=7EH21398680&site=ehost-live>.

<sup>50</sup> Howard, *Iran Oil - the New Middle East Challenge to America*, p.107. La construction du quatrième réacteur a été annulée en 2007.

<sup>51</sup> Ibid., p.107.

aspirations d'accroître sa puissance et son influence régionale. Les Russes n'hésitent pas à défier les sanctions et les pressions américaines lorsqu'un investissement en Iran peut servir les intérêts de Moscou. L'Iran est bien conscient de cette dynamique et l'exploite à son avantage<sup>52</sup>.

Le politique hydrocarbure de l'Iran envers la Russie touche également l'exploitation du gaz naturel. Possédant la deuxième plus grande réserve mondiale en gaz naturel après la Russie, l'Iran a adopté une approche très prudente. On sait que la Russie possède presque le monopole de la distribution du gaz naturel en Europe, donc l'Iran favorise un partenariat Iran-Russie plutôt qu'une compétition pour les mêmes marchés. Il est clair que la communauté internationale craint ce type d'alliance, car dans le cas de l'Europe et de l'Ukraine, une diversification dans les fournisseurs assurerait une meilleure stabilité de l'approvisionnement et des prix. En octobre 2008, l'Iran, la Russie et le Qatar se sont officiellement réunis à Téhéran pour discuter de la création d'un cartel de gaz. Ces trois pays contrôlent présentement 60% des réserves mondiales en gaz naturel<sup>53</sup>. Cette initiative, qui a reçu en 2007, l'appui du Guide Suprême Ayatollah Ali Khamenei, est une action très habile de la part de Téhéran, car elle va accroître l'influence internationale iranienne en créant une plus grande dépendance de plusieurs nations européennes et asiatiques sur les ressources énergétiques iraniennes. Cette dépendance mondiale vient directement affaiblir l'influence diplomatique exercée par

---

<sup>52</sup> Dorraj and Carrie Currier, "Lubricated with Oil: Iran-China Relations in a Changing World," *Middle East Policy* 15, no. 2 (2008) <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=32168178&site=ehost-live>. p.74.

<sup>53</sup> Terry Macalister, "Russia, Iran and Qatar Announce Cartel that Will Control 60% of World's Gas Supplies," *The Guardian* 22 octobre, 2008, <http://www.guardian.co.uk/business/2008/oct/22/gas-russia-gazprom-iran-qatar>.

Washington. Étant donné la demande internationale sans cesse croissante pour cette source d'énergie propre, l'approche de Téhéran est parfaitement en ligne avec ses ambitions de pouvoir régional et international.

La Russie est donc un partenaire politique et économique indispensable à l'atteinte des objectifs stratégiques iraniens. En créant ainsi des relations économiques qui profitent de façon très pragmatique autant à l'Iran qu'à la Russie, Téhéran renforce son soutien diplomatique international, s'assure d'un fournisseur capable de faire avancer son programme nucléaire et résister aux pressions diplomatiques de Washington et lui permet d'accroître son influence internationale sur l'approvisionnement mondial en gaz naturel. Il est donc clair que la politique hydrocarbure de Téhéran à l'égard de Moscou est rationnelle et au service de ses objectifs stratégiques nationaux tel que présenté au chapitre précédent.

Poussé par son désir d'étendre son influence au-delà de ses frontières, Téhéran voit en le Pakistan, son voisin à l'est qui le sépare de l'Inde, une opportunité formidable d'utiliser ses ressources hydrocarbures au service de ses ambitions de puissance régionale. La modernisation du Pakistan depuis les vingt dernières années a entraîné une demande énergétique qui ne cesse de croître. Le Pakistan importait en 2007, 80 % de sa consommation pétrolière soit, 322 milles barils par jour<sup>54</sup>. Aujourd'hui, le Pakistan est autosuffisant en gaz naturel, mais prévoit déjà avoir à importer cette source d'énergie d'ici les prochaines années. Le Pakistan a d'ailleurs donné son accord à la construction

---

<sup>54</sup> "EIA- Pakistan Energie Profile," [http://tonto.eia.doe.gov/country/country\\_energy\\_data.cfm?fips=PK](http://tonto.eia.doe.gov/country/country_energy_data.cfm?fips=PK) (accédé le 31 mars, 2009).

du gazoduc reliant l'Iran au Pakistan<sup>55</sup>, le même gazoduc qui pourrait éventuellement relier l'Iran à l'Inde. Cette collaboration économique entre l'Iran, le Pakistan et l'Inde va bien au-delà du simple échange économique, car il confère à Téhéran une relation de pouvoir dont le Pakistan et l'Inde deviennent subordonnés. On pourrait comparer cette relation de dépendance avec la situation qui prévaut actuellement entre la Russie et l'Europe. L'animosité qui existe entre le Pakistan et l'Inde offre également une opportunité pour Téhéran de jouer un rôle de médiateur entre ces deux nations, ce qui accroît son capital de leadership régional. Il existe donc un intérêt économique bien sur, mais également politique pour Téhéran de continuer à pousser pour conclure une entente d'approvisionnement en gaz naturel avec le Pakistan et l'Inde.

Avec plus de 1 milliard d'habitants, l'Inde est le deuxième pays le plus peuplé après la Chine. Les progrès économiques et la modernisation de l'Inde au cours des dernières décennies sont remarquables. Elle s'est hissée en 2007 au douzième rang des puissances économiques mondiales. Elle aspire présentement à devenir un des membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Avec cette industrialisation et cette modernisation, vient également une demande sans cesse croissante d'énergie<sup>56</sup>. La politique hydrocarbure iranienne vis-à-vis l'Inde consiste à créer une dépendance quasi irréversible sur les approvisionnements en pétrole et en gaz naturel iranien. La construction d'un gazoduc reliant l'Iran à l'Inde demeure un objectif important que

---

<sup>55</sup> Le Pakistan importera à travers ce gazoduc 30M de mètre cube de gaz quotidiennement en provenance d'Iran.

<sup>56</sup> L'agence internationale d'énergie anticipe que la demande mondiale pour le pétrole va croître de 84.5 millions de barils par jour en 2006 à 98.5 millions de barils par jour en 2015 et à 116.3 millions de barils par jour en 2030. 42 % de cette croissance potentielle proviendra de la Chine et de l'Inde.

poursuit l'Iran avec acharnement, car il signale à la communauté internationale un engagement à long terme avec l'Iran où les intérêts économiques, énergétiques et politiques deviennent interdépendants. Avec plus de 15 % de la population mondiale, la consommation de l'Inde en pétrole en 2008 était de l'ordre de 3 millions de barils par jour<sup>57</sup>. L'organisation Energy Information Administration (EIA) anticipe qu'à partir de 2025, l'Inde deviendra le quatrième plus grand importateur de pétrole derrière les États-Unis, la Chine et le Japon. En 2007, près de 75 % des importations pétrolières provenaient des pays du Moyen Orient, dont 17 %, spécifiquement de l'Iran<sup>58</sup>. Cette dépendance indienne des hydrocarbures iraniens, qui va s'accroître avec les années, ne peut qu'entraîner une résilience accrue des dirigeants indiens face aux pressions diplomatiques et économiques américaines. L'Iran a déjà ouvert la porte aux investissements en provenance de l'Inde qui possède 30 % des intérêts dans l'exploitation et le développement du Yadavaran, la plus grande réserve pétrolière iranienne contenant plus de 17 milliards de barils de pétrole. Les relations énergétiques qu'entretient l'Iran avec l'Inde vont bien au-delà du simple échange économique, il soutient sa politique étrangère de puissance internationale avec un partenaire diplomatique qui lui aussi est en pleine montée en puissance.

Avec ses problèmes de surpopulation et de pollution, la préférence de l'Inde à favoriser le gaz naturel par rapport au pétrole comme source d'énergie est logique. En 2004, ces deux pays ont signé une entente d'une valeur de \$40 milliards pour la vente de

---

<sup>57</sup> "Energy Information Administration - India," (accédé le 7 mars, 2009).

<sup>58</sup> Ibid.

plus de 7.5 millions de tonnes métriques de gaz naturel liquéfié sur une période de 25 ans<sup>59</sup>. Le fameux projet de relier le gisement de gaz naturel du South Pars<sup>60</sup> (Iran) au Pakistan et à l'Inde au moyen d'un gazoduc<sup>61</sup> a d'ailleurs pris naissance en 1989, mais les progrès ont été très lents en raison de l'hostilité et l'instabilité politique qui règne entre l'Inde et le Pakistan. L'Inde est extrêmement craintive à consentir à ce qu'une artère importante de son approvisionnement en gaz naturel puisse être contrôlée par son plus grand ennemi. Toutefois, certains voient ce projet comme une initiative qui rapprocherait les deux pays où les forces géoéconomiques auraient raison des forces géopolitiques. On a même surnommé ce projet comme le *peace pipeline*<sup>62</sup>. L'Inde a demandé des garanties de l'Iran à savoir que si son approvisionnement était coupé par le Pakistan, que le l'approvisionnement seraient alors assuré par voie maritime sous forme de gaz naturel liquéfié, ce à quoi l'Iran refuse d'acquiescer<sup>63</sup>. Toutefois en 2008, Téhéran, dans son désir d'en arriver à une entente avec l'Inde, a déclaré que si le Pakistan était responsable d'une diminution de l'approvisionnement de l'Inde, elle réduirait l'approvisionnement du Pakistan du même rapport. On peut voir ici que l'Iran se place discrètement en position de contrôle et d'autorité face au Pakistan et à l'Inde, ce que ces deux partenaires économiques semblent prêts à accepter. L'Iran, anxieux de sécuriser ce

---

<sup>59</sup> Ed Blanche, "Pipeline Politics," *Middle East*, no. 393 (10, 2008), 22-25, <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=34653373&site=ehost-live>. p.24.

<sup>60</sup> Le gisement de South Pars contient plus du tiers des réserves en gaz naturel exploitable de l'Iran, soit plus de 10,100 milliards de mètres cubes, ce qui représente 5.6 % des réserves exploitables connues du monde.

<sup>61</sup> D'une distance totale de 2700 km à un coût de \$7.5 milliards, ce gazoduc acheminerait quotidiennement 30 millions de mètres cubes de gaz naturel respectivement au Pakistan et à l'Inde.

<sup>62</sup> Ibid., p.23.

<sup>63</sup> "In the Pipeline," *Business India Intelligence* 12, no. 8 (04/20, 2005), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=16932320&site=ehost-live>. p.1.

contrat à la fois économique et politique entre les trois pays, a terminé la construction de sa partie reliant le South Pars au Pakistan sur une distance de 1100km. Le Pakistan a déclaré que peu importe la décision de l'Inde de participer ou non, le projet bilatéral aurait lieu entre l'Iran et le Pakistan. Le Pakistan possède des incitatifs économiques substantiels à la participation de l'Inde en raison de frais de transit qui seraient payés par l'Inde au Pakistan. Ce projet revêt également une signification politique importante dans le sens où ces trois partenaires économiques deviendront interdépendants au cours des prochaines décennies, ce qui entraînera une stabilité politique régionale. Ce partenariat économique n'est toutefois pas perçu de la même façon par Washington qui y voit une diminution de son influence politique ainsi que de ses capacités à isoler économiquement l'Iran du reste du monde. Les intérêts économiques et spécialement les intérêts énergétiques des nations exercent de nos jours de plus en plus de forces qui donnent le courage à certains pays comme l'Inde de défier les sanctions économiques que pourraient imposer les États-Unis à l'égard des pays qui ne se collaborent pas avec les politiques étrangères américaines. Les États-Unis et l'Inde ont des contrats dans les domaines de la défense et du développement nucléaire de l'ordre de \$100 milliards<sup>64</sup>, ce qui est non négligeable, spécialement en période de récession économique ou le marché américain et son gouvernement doivent jouer prudemment avant d'imposer des sanctions qui auraient un impact négatif sur l'économie américaine. Avec la montée en puissance de l'Inde sur la scène internationale, Téhéran utilise adroitement son arme hydrocarbure afin de contrer la politique américaine d'endiguement son égard. Il doit toutefois demeurer prudent car

---

<sup>64</sup> Siddharth Srivastava, "Nuclear Deal done, India Gives IPI Pipeline a Second Look," *World Politics Review* (11/05, 2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=tsh&AN=35270236&site=ehost-live>. p.2.

l'Inde a voté en 2005 en faveur d'une résolution de l'AIEA qui a condamné le programme nucléaire iranien et soutenu la possibilité de référer le problème au Conseil de sécurité des Nations unies<sup>65</sup>.

Avec la modernisation de l'Inde, vient l'accroissement de son pouvoir, de son indépendance face aux pressions externes et de son influence politique sur la scène internationale. La stratégie hydrocarbure iranienne cherche donc à exploiter l'explosion des besoins énergétiques de l'Inde en créant une dépendance à long terme quasi irréversible. De ce fait, Téhéran se joint à un joueur de calibre international capable de défendre ses intérêts nationaux auprès des Nations Unies et de Washington et ainsi l'appuyer dans ses ambitions de puissance régionale. Il existe toutefois un autre joueur asiatique de calibre international qui a déjà atteint le statut de superpuissance et avec qui l'Iran entretient des liens économiques et diplomatiques depuis le temps de la route de soie il y a maintenant plus de 2000 ans. La prochaine section analysera donc la façon dont l'Iran emploie ses ressources hydrocarbure au service de sa politique étrangère en relation avec la Chine.

La Chine est sans contredit la plus grande puissance internationale envers qui la politique étrangère et les pressions diplomatiques de Washington ont le moins d'effet. Cette indépendance internationale représente un des objectifs de Téhéran qui voit en la Chine un partenaire diplomatique extrêmement influent et capable de servir ses ambitions de puissance régionales. La Chine possède un des cinq sièges permanents au Conseil de

---

<sup>65</sup> Howard, *Iran Oil - the New Middle East Challenge to America*, p.120.

sécurité des Nations Unies qui vient avec son droit de veto. La Chine ne soutient pas la politique internationale américaine qui cherche à imposer la démocratie à travers le monde. Et par-dessus tout, la Chine est assoiffée de nouvelles sources d'approvisionnement en hydrocarbure. La table est donc mise pour un mariage parfait entre Téhéran et Beijing. L'approche iranienne envers la Chine s'apparente avec sa stratégie hydrocarbure employée avec l'Inde sauf que dans le cas de la Chine, l'Iran gagne un partenaire diplomatique encore plus influent et indépendant.

Bien que la Chine possède des réserves pétrolières de l'ordre de 18 milliards de barils et qu'elle en produise (2006) 3.8 millions de barils par jour, elle est devenue une importatrice nette en pétrole depuis 1992. En 2007, la consommation journalière en pétrole de la Chine s'élevait à 7.4 millions de barils<sup>66</sup>. Selon le rapport publié en 2008 par l'organisation de pays exportateurs de pétrole, on anticipe la Chine consommera plus de 12 millions de barils par jours en 2020 et plus de 15.4 millions de barils par jour en 2030<sup>67</sup>. Ce besoin chinois en pétrole réjouit les dirigeants iraniens qui y voient une occasion en or de mettre l'arme hydrocarbure à profit de sa politique de puissance. Depuis 2002, la Chine a adopté une politique appelé *zou chu qu* qui encourage ses trois compagnies pétrolières nationales<sup>68</sup>, d'acheter des parts dans les projets d'explorations et d'exploitations pétrolières à travers le monde entier et l'Iran a justement grand besoin d'investissement étranger.

---

<sup>66</sup> "Country Analysis Birefs - China," Energy Information Administration, p.2. (accédé le 25 février, 2009).

<sup>67</sup> Organization of the Petroleum exporting Countries, *World Oil Outlook 2008*,[2008]]. p32.

<sup>68</sup>(China National Petroleum Corporation (CNPC), China National Petrochemical Corporation (Sinopec)et China National Offshore Oil Corporation (CNOOC)

On peut donc entrevoir un potentiel de collaboration économique extrêmement puissant entre l’Iran, qui cherche à accroître ses exportations en pétrole et la Chine qui cherche à sécuriser des sources potentielles pour les années à venir. Il est toutefois intéressant de constater que ces deux cultures, islam et communisme, qui n’ont rien en commun, entrevoient la possibilité de développer une relation économique à long terme. Samuel Huntington, dans son livre *Le choc des civilisations*<sup>69</sup>, n’avait certainement pas anticipé ce rapprochement, signe du pragmatisme iranien bien présent dans ses relations internationales. Les échanges commerciaux ainsi que les liens entre ces deux pays existent déjà depuis plusieurs décennies. On pourrait même remonter jusqu’au premier siècle av. J.-C. où la route de la soie reliait alors les empires chinois et perse. Il est également intéressant de souligner le fait que ces deux peuples ne se sont jamais affrontés en guerre. Vers les années 1955, les relations entre la Chine et l’Iran étaient plutôt réservées. Le Shah Reza Pahlavi se méfiait de mouvement communisme russe et chinois et était fortement encouragé par les États-Unis à limiter les relations avec l’est. L’Iran de 1955 s’était opposé à l’admission de la Chine au sein des Nations unies. À cette époque, les échanges commerciaux entre ces deux pays se chiffraient à environ \$2.5 millions<sup>70</sup>. Près de quinze années plus tard, l’Iran accordait son support à la Chine pour son acceptation auprès des Nations-Unies. Les échanges commerciaux étaient alors vingt fois supérieures à ce qu’ils étaient dix ans auparavant. Vers le début des années 1970, les relations entre l’Iran et la Chine progressèrent positivement. La Chine pouvait espérer

---

<sup>69</sup> Huntington, *Le Choc Des Civilisations*,

<sup>70</sup> Dorraj and Currier, *Lubricated with Oil: Iran-China Relations in a Changing World*, p.68.

une certaine sécurité énergétique en entretenant ses bonnes relations avec l'Iran. La Chine commençait même à représenter un contreponds stratégique intéressant pour l'Iran contre possiblement les États-Unis et la Russie. Suivant la révolution islamique de 1979, la Chine a réitéré son support au nouveau gouvernement iranien dans l'espoir de maintenir le niveau des échanges commerciaux. En raison de la prise d'otages des Américains à l'ambassade de Téhéran, les États-Unis ont tenté de faire approuver par le Conseil de sécurité des Nations Unies la résolution 598, qui consistait en un embargo empêchant les ventes d'armes à l'Iran. La Russie et la Chine s'y opposèrent avec leur droit de veto. L'Iran avait maintenant un allié politique qui était prêt à faire passer ses intérêts économiques avant ses idéologies culturelles. L'Iran, suivant la révolution islamique, nageait en pleine crise anti-impérialiste et allait s'opposer systématiquement à tous mouvements américains ou russes qui pouvaient s'apparenter à une manœuvre pour s'ingérer dans les affaires nationales de l'Iran. Elle venait donc de trouver en la Chine un partenaire qui partageait ces mêmes convictions anti-impérialistes. Bien qu'à cette époque, les besoins chinois en hydrocarbures iraniens n'étaient pas aussi criants qu'aujourd'hui, les bénéfices d'un soutien diplomatique contre un ennemi commun commençaient à prendre de la valeur aux yeux de Téhéran.

La guerre Iran-Iraq, qui se termina en 1988 après plus de huit ans, a eu un effet dévastateur sur l'infrastructure et l'économie iranienne. L'Iran a alors un besoin pressant d'investissements étrangers pouvant contribuer à l'effort de reconstruction. La croissance économique de la Chine, qui a débuté au début des années 1980 est en pleine ascension. La Chine est à la recherche de source d'énergie, de matières premières et de

nouveau marché d'investissement. Le rapprochement entre l'Iran et la Chine est donc inévitable et ces deux partenaires économiques y trouvent leur compte. La stratégie iranienne consiste à attirer les investissements chinois dans le développement de son infrastructure hydrocarbure. Les compagnies pétrolières chinoises sécurisent de plus en plus de parts dans le marché iranien, ce qui accroît leur dépendance envers ces approvisionnements. L'influence que confère le siège permanent de la Chine au Conseil de sécurité des Nations unies représente ce que Téhéran convoite afin de se prévaloir d'une sorte d'assurance contre les pressions américaines<sup>71</sup>. L'accroissement des ventes de pétroles est indicatif que le partenariat énergétique et politique entre l'Iran et la Chine se consolide<sup>72</sup>. En 2002, l'Iran fournit déjà 15 % des importations en pétrole de la Chine. La Chine fait fit des sanctions potentielles que peut imposer le gouvernement américain contre les pays qui investissent plus de \$20 millions dans des projets d'infrastructure iraniens. Les Chinois ne sont pas seuls à convoiter les ressources pétrolières iraniennes. Le Japon s'est fait accorder un contrat de \$ 3 milliards en 2000. Le Japon représente une option technologique supérieure à la Chine pour l'Iran. Toutefois, suite aux pressions du gouvernement américain, ainsi que de l'instabilité politique créée par le programme nucléaire iranien, le Japon retire son offre en 2003 juste avant de conclure une entente finale<sup>73</sup>. La pétrolière nationale chinoise Sinopec proposa donc une solution de rechange malgré les oppositions de l'ambassade américaine à Beijing. Bien qu'une alliance avec le Japon demeure désirable et sera analysée plus en détail à la section suivante, l'Iran réalise

---

<sup>71</sup> Ibid., p.70.

<sup>72</sup> La Chine importe 7,500 barils/jour en 1977, 25,000 en 1982, 40,000 en 1989, 335,000 en 2006.

<sup>73</sup> Ibid., p.72.

pleinement que la Chine est unique dans sa capacité de tenir tête aux pressions internationales et constitue par le fait même un allié de première classe qu'il doit continuer de préserver en créant de plus en plus de dépendances hydrocarbures. L'Iran accorde à la Chine en 2004, un contrat d'une valeur de \$20 milliards sur une période de 25 ans pour la vente annuelle de 2.5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié. Quelques mois suivant ce premier contrat de gaz avec la Chine, Sinopec négocia un achat de 250 millions de tonnes métriques de gaz naturel liquéfié au cours de trente prochaines années pour une valeur estimée entre \$70 et \$100 milliards<sup>74</sup>. En 2007, les échanges commerciaux entre l'Iran et la Chine atteignent \$15 milliards. La capacité chinoise à accroître le potentiel d'exploitation d'hydrocarbure iranien demeure toutefois limitée, non pas par ses capacités à investir monétairement dans l'infrastructure iranienne, mais plutôt en raison de son niveau de compétence technologique restreinte. Selon le ministre adjoint du pétrole iranien, Hamdollah Mohammadnejad, le réseau hydrocarbure iranien requière des investissements en technologie de pointe de l'ordre de \$145 milliards au cours des prochains dix ans afin de pouvoir accroître son potentiel d'exportation<sup>75</sup>. Bien que la Chine possède le capital et le désir d'investir, les technologies nécessaires se trouvent aux États-Unis et en Europe et au Japon. L'accroissement continu du statut de superpuissance mondiale de la Chine et sa capacité de résister à toute influence occidentale en font un allié politique de premier choix pour l'Iran qui s'affaire à renforcer la dépendance chinoise en pétrole iranien. Le besoin iranien en technologie de pointe oblige toutefois Téhéran à se tourner vers des puissances telles que le Japon, qui n'ont

---

<sup>74</sup> Ibid., p.73.

<sup>75</sup> China View, "Report : Iran Oil Industry Needs \$145 Bln Investment," *China View* 11 novembre, 2008.

pas la même latitude politique que la Chine mais qui en revanche peuvent combler les lacunes technologiques qui restreignent la production pétrolière iranienne.

Le Japon est le troisième plus grand consommateur de pétrole derrière les États-Unis et la Chine et dépend presque exclusivement d'approvisionnements étrangers. Les importations de 2007 se chiffrent à 5 millions de barils par jour. Près de 90 % de ses importations proviennent des pays du Moyen Orient dont 12 % spécifiquement de l'Iran<sup>76</sup>. La compagnie pétrolière japonaise Inpex a acquis en 2004 une participation de l'ordre de 75 % dans le projet d'exploitation champ pétrolifère d'Azajeban qui est possiblement le plus grand au monde avec ses 26 milliards de barils. En raison de l'instabilité de la filière nucléaire iranienne et des pressions de Washington, la participation d'Inpex dans ce projet est passée de 75 % à 10 % en octobre 2006. On constate ici les effets d'une influence américaine dont Téhéran s'acharne à limiter la portée. Bien que Téhéran soit déçu de ce revirement, il laisse la porte ouverte pour développer d'autres contrats avec le Japon dans le futur<sup>77</sup>. Dans le cas du Japon, Téhéran reconnaît la tentation de Tokyo de faire passer ses besoins énergétiques nationaux au-devant des pressions internationales qui visent à décourager les investissements étrangers en Iran. Il y voit une opportunité d'affaiblir la solidarité occidentale et par le fait même l'effort d'endiguement américain qui entrave son expansion économique et politique. L'Iran maintient toutefois une certaine pression sur le Japon en brandissant le spectre de

---

<sup>76</sup> "Energy Information Administration - Japan - Oil," 2009).

<sup>77</sup> Sol W. Sanders, "Japan-Iran Oil Deal Ends - at Least Temporarily," *East-Asia-Intel Reports* (10/11, 2006), 11-11, <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=tsh&AN=22736089&site=ehost-live>.

son arme hydrocarbure tel que prononcé très clairement en septembre 2006 par Ali Larijani, alors secrétaire du Conseil Suprême de Sécurité Nationale : “Those countries that have economic transactions with Iran especially in the filed of oil, have not defended Irans’s right so far”<sup>78</sup>, en ajoutant que le Conseil Suprême de Sécurité Nationale était très déterminé à balancer les deux aspects suivants : “how much they defend Iran’s national right will facilitate their participation in Iran’s economic fields”<sup>79</sup>. Téhéran encourage ainsi une défiance aux pressions diplomatiques exercées par Washington.

Le Japon, depuis la fin de a Deuxième Guerre mondiale, entretient une relation économique, politique et militaire très étroite avec les États-Unis. Tokyo autorise Washington à maintenir des bases militaires américaines en territoire japonais. Tokyo dépend également de Washington pour assurer sa défense contre la Chine et la Corée du Nord<sup>80</sup>. Cette relation permet donc à Washington d’exercer une pression diplomatique sur le choix des investissements étrangers de Tokyo. Le Japon est bien conscient que les opportunités de sécuriser des sources d’approvisionnement en hydrocarbure qu’il laisse passer avec l’Iran seront attrapées par son concurrent de l’est, la Chine. Le Japon est pris entre l’arbre et l’écorce dans son combat pour sécuriser de nouvelles sources d’approvisionnement en pétrole et Téhéran maintient la pression dans l’espoir de créer des brèches dans cette fragile solidarité politique. John Bolton, lorsqu’il était ambassadeur des États-Unis aux Nations unies en 2006 a bien résumé la situation du

---

<sup>78</sup> Howard, *Iran Oil - the New Middle East Challenge to America*, p.77.

<sup>79</sup> Ibid., p.77.

<sup>80</sup> Ibid., p.71.

Japon face à l'Iran lorsqu'il a déclaré à un journal japonais : "I ask Japan not to be pressed into a dilemma on the nuclear proliferation issue by Iran, which is using oil resources as its shield"<sup>81</sup>". La technologie et les investissements japonais sont cruciaux au développement des infrastructures iraniennes en hydrocarbure. Le Japon est un pays puissant économiquement et influant sur la scène politique internationale auprès des États-Unis. Une dépendance japonaise en hydrocarbure iranien affaiblirait considérablement la capacité de Washington de compter sur l'appui du Japon dans ses efforts pour contrer le programme nucléaire iranien. L'alliance Iran-Japon n'est pas essentielle, mais il ne fait aucun doute qu'elle contribuerait de façon importante à l'ascension de l'Iran vers un rôle de puissance régionale et internationale.

## Europe

En 2006, l'Europe importait 83 % de sa consommation en pétrole<sup>82</sup>. La Russie, avec 33 % et les pays membres de l'OPEC, avec 38 % représentent les plus grands fournisseurs de cette demande européenne. 27 % des exportations iraniennes en pétrole sont destinés au marché européen<sup>83</sup>, ce qui représente 4 % de la consommation européenne. La Russie fournit presque la totalité du gaz naturel consommé en Europe.

---

<sup>81</sup> Anthony Faiola and Dafna Linzer, "Japan is Pulled Two Ways Over Iran Issue; Security Concerns are Set Against Thirst for Oil, China Rivalry," *The Wall Street Journal Asia*, sec. Economy & Politics, 14 Jun, 2006, <http://proquest.umi.com/pqdweb?did=1059560801&sid=11&Fmt=3&clientId=1711&RQT=309&VName=PQD>.

<sup>82</sup> MSNBC, "Low-Carbon Economy Proposed for Europe," <http://www.msnbc.msn.com/id/16560106/> (accédé le 4 avril, 2009).

<sup>83</sup> *Energy Information Administration - Iran*

La politique hydrocarbure de l'Iran envers l'Europe consiste encore une fois à développer une dépendance de l'approvisionnement iranien dans le but d'échanger des faveurs diplomatiques en échange d'une stabilité énergétique. En contraste avec les gros utilisateurs d'énergie de l'Asie, l'Iran fait preuve de plus de prudence et de diplomatie dans le développement de ses nouveaux débouchés en raison de la compétition russe qui domine le marché européen. On constate une fois de plus le pragmatisme iranien qui voit en la Russie un partenaire diplomatique et économique par opposition à un compétiteur. Le marché européen, de son côté, cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en hydrocarbure afin de mitiger les risques dus l'instabilité des relations tendues entre la Russie et certains pays de l'ancien bloc communiste<sup>84</sup>. 75 % des gazoducs qui alimentent l'Europe traversent l'Ukraine. On se souviendra qu'en janvier 2006, les différends entre Gazprom<sup>85</sup> et le gouvernement ukrainien ont entraîné la réduction pendant 4 jours de 50 % de l'approvisionnement de gaz vers l'Ukraine et indirectement de l'Europe. L'Allemagne, la Pologne ont également été victime d'une autre dispute économique entre la Russie et le Belarus en janvier 2007 qui a entraîné l'interruption de la livraison de pétrole russe acheminé par le plus grand oléoduc russe qui traverse le Belarus<sup>86</sup>. L'Iran, avec la deuxième plus grande réserve de gaz naturel au monde, représente une alternative attrayante pour les pays Européens et Téhéran, qui en est bien conscient, exploite patiemment ce marché potentiel. L'échiquier européen est plus

---

<sup>84</sup> Abbas Maleki, "Energy Supply and Demand in Eurasia: Cooperation between EU and Iran," *China and Eurasia Forum Quarterly* 5, no. 4 (2007), p.104.

<sup>85</sup> Gazprom est la plus grande compagnie Russie appartenant à l'état dans le domaine du commerce du gaz naturel

<sup>86</sup> The Ney York Times - Europe, "Belarus and Russia Dispute Cause of Oil Cutoff," <http://www.nytimes.com/2007/01/09/world/europe/09belarus.html> (accédé le 4 avril, 2009).

difficile à manœuvrer pour l'Iran en raison de la très grande influence américaine sur ses dirigeants. Toutefois, chaque nouveau contrat hydrocarbure représente un pas de plus pour l'Iran vers le dé endiguement américain qui peine à garder un front commun. Il est intéressant d'observer que certains pays européens ont justifié leur défiance aux sanctions américaines contre les investissements étrangers en Iran lors de la parution du rapport : *Iran : Nuclear Intentions and Capabilities*, produit par le bureau d'intelligence nationale américaine en novembre 2007<sup>87</sup>. Ce rapport indique que bien que l'Iran ait progressé dans l'enrichissement d'uranium à partir de centrifugeuses, il n'aura pas les capacités technologiques ni les quantités suffisantes d'uranium enrichi pour produire une arme nucléaire avant 2015. Cette information a été suffisante pour la Suisse qui s'est engagée en mars 2008 à acheter du gaz naturel iranien pour une valeur totale de \$42 milliards sur une période de 25 ans<sup>88</sup>. On constate que le levier hydrocarbure iranien en Europe produit déjà les effets diplomatiques désirés. Dans le dossier nucléaire, l'EU3<sup>89</sup> entretient des discours avec l'Iran basé sur la négociation et le compromis alors que Washington était jusqu'à tout récemment intransigeant dans ses relations avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire. En s'attaquant tranquillement au marché européen, Téhéran cherche également à trouver non seulement des investisseurs mais aussi une technologie de pointe dont son infrastructure actuelle a tant besoin. Les contraintes

---

<sup>87</sup> *Iran: Nuclear Intentions and Capabilities* National Intelligence Estimate, [2007]).

<sup>88</sup> RIA Novosti, "**Iran, Switzerland Sign Natural Gas Deal**," <http://en.rian.ru/world/20080317/101500494.html> (accédé le 4 avril, 2009). Le contrat garantit la livraison annuelle de 5.5 milliards de mètres cubes de gaz naturel par un gazoduc dont la fin de la construction est prévue pour 2010

<sup>89</sup> L'EU3 représente le Royaume Uni, la France et l'Allemagne dans leur démarche commune pour négocier un arrêt du programme nucléaire iranien.

imposées par le ILSA<sup>90</sup>, adoptées par le congrès américain en 1996, empêchent toujours les investissements de plus de \$20 millions dans l'économie iranienne. L'Europe se retrouve donc dans une impasse où les intérêts nationaux de plusieurs de ces pays ne leur laissent guère d'options alternatives quant à l'approvisionnement en hydrocarbure dont ils sont absolument dépendants.

L'Iran manipule adroitement son arme hydrocarbure envers les pays européens. Il a obtenu quelques succès qui contribuent à éroder tranquillement le front commun international qui s'oppose à son programme nucléaire. Les conditions d'utilisations de cette arme sont toutefois plus restreintes et obligent l'Iran à faire preuve de prudence et de diplomatie étant donné la présence d'un partenaire politique (Russie), qui lui aussi tire son pouvoir à partir de l'exploitation de ses vastes capacités hydrocarbures.

L'intérêt que porte Téhéran à créer des liens énergétiques aux quatre coins de la planète ne se limite pas aux pays riches et capables d'investir dans l'économie iranienne mais s'étend également aux pays du tiers monde, qui sont plus souvent qu'autrement délaissés à tort, par les pays occidentaux, mais avec qui l'Iran voit un soutien diplomatique potentiel à bon marché.

---

<sup>90</sup> American Congress, *Iran and Libya Sanctions Act of 1996*.

## **Tiers monde**

Cette dernière section de ce chapitre analysera comment et pourquoi le président iranien Ahmadinejad courtise-t-il les pays du tiers monde avec ses pétrodollars. Plus particulièrement, certains pays d'Amérique du Sud et de l'Afrique seront analysés successivement afin de mieux comprendre comment l'Iran s'y prend pour créer des liens politiques avec des nations qui sont prêtes à soutenir publiquement la politique iranienne. L'Amérique du Sud et l'Afrique représentent une concentration de pays, en général peu industrialisé et qui sont souvent dirigés par des gouvernements autoritaires qui n'hésitent pas à vendre leur allégeance en au plus offrant. Le Conseil de sécurité des Nations unies comporte cinq sièges permanents et dix sièges qui sont alloués en alternance pour une période de deux ans. L'Amérique du Sud et l'Afrique en détiennent deux respectivement.

La politique de l'Iran envers les pays de l'Amérique du Sud est bien simple. Elle consiste à obtenir l'appui politique d'une certaine nation en échange de promesse d'investissements économiques ou tout simplement de dons. Si cette nation détient un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, elle devient alors une cible encore plus intéressante pour le gouvernement iranien. Le désir d'étendre son réseau de pays sympathisants dans la banlieue, si on peut dire, des États-Unis, est une victoire psychologique pour Téhéran et un pas de plus vers son rêve de puissance.

Le potentiel hydrocarbure de l'Amérique du Sud est plutôt limité à l'exception du Venezuela qui produit annuellement 2.64 millions de barils par jour (2007) ce qui lui permet d'exporter 1.9 million de barils par jour, soit 72 % de sa production. Ce surplus disponible à l'exportation représente à lui seul près de 70 % des exportations totales de l'Amérique du Sud<sup>91</sup>. La majorité des exportations du Venezuela sont destinées au marché américain. Il est intéressant de constater qu'en 2006, l'Iran a conclu une entente avec le gouvernement du Venezuela afin d'acquérir une participation dans l'exploration des champs pétrolifère de la ceinture d'Orinico au Venezuela. Pourquoi l'Iran, qui a un besoin pressant d'investissements étrangers pour développer sa propre infrastructure hydrocarbure, aurait intérêt à investir dans l'exploration et l'exploitation du pétrole vénézuélien? Le Venezuela, présentement sous la présidence d'Hugo Chavez, partage la même antipathie envers l'impérialiste américain qui prévaut en Amérique du Sud. En se rapprochant du Venezuela par l'entremise de la filière pétrolière, Mahmoud Ahmadinejad cherche à accroître son réseau d'alliés diplomatiques en s'associant avec des régimes qui s'opposent ouvertement à l'impérialisme américain. Chavez a publiquement condamné l'invasion américaine de l'Afghanistan et de l'Iraq et également exprimé ouvertement son soutien au programme nucléaire iranien<sup>92</sup>. La stratégie iranienne, telle que décrite par Michael Ruben dans son article : *Iran global ambition*, se compare a une tache d'encre qui s'étend graduellement auprès des pays voisins. Ahmadinejad a déjà laissé tomber trois taches d'encre en Amérique du Sud, soit au Venezuela, au Nicaragua et en

---

<sup>91</sup> "Energy Informatio International - Venezuela," <http://www.eia.doe.gov/cabs/Venezuela/Oil.html> (accédé le 1 avril, 2009).

<sup>92</sup> Steve Ellner, *Toward a 'Multipolar World': Using Oil Diplomacy to Sever Venezuela's Dependence*, Vol. 40North American Congress on Latin America, 2007), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=26470445&site=ehost-live>.

Bolivie<sup>93</sup>. Ces trois pays partagent un dénominateur commun, soit l'antipathie américaine, ce qui en a fait des cibles facilement accessibles pour la politique iranienne.

En 2007, Téhéran a financé un port au Nicaragua à un coût de \$350 millions. Peu après cet investissement iranien, le président du Nicaragua a déclaré publiquement que les États-Unis était une nation de terroristes et ouvertement soutenu le programme nucléaire iranien<sup>94</sup>. Également en Bolivie, Téhéran continue de répandre ses pétrodollars. En échange d'allégeances diplomatiques, l'Iran investit plus de \$1.1 milliards dans des projets de coopérations industrielles. Peu après l'annonce de cet investissement, le ministre des Affaires extérieures de la Bolivie a soutenu publiquement l'Iran dans son droit de poursuivre le développement de son programme nucléaire<sup>95</sup>.

Un pied-à-terre en Amérique du Sud représente une certaine victoire pour l'Iran qui se rapproche tranquillement des intérêts économiques de son grand ennemi politique. L'approche iranienne est assez simple, peu coûteux et semble rapporter à court terme les dividendes diplomatiques recherchés par Téhéran. Dans sa quête d'alliés politiques à bon marché, le président iranien ne s'arrête toutefois pas à l'Amérique du Sud, mais poursuit son lobbying auprès de la communauté africaine qui a été délaissée par les puissances occidentales.

---

<sup>93</sup> Michael Ruben, "Iran's Global Ambition," *Middle East Forum*, <http://www.meforum.org/1873/irans-global-ambition>

<sup>94</sup> Ibid.

<sup>95</sup> Ibid.

Le continent africain contient des réserves de pétroles qui ne peuvent être ignorées par les grands pays consommateurs du globe. Entre autres la Libbie, le Nigéria, l'Algérie, l'Angola et le Soudan possèdent à eux seuls, selon les données l'EIA pour l'année 2007, une capacité d'exportation de l'ordre de 7300 millions de barils par jour ce qui équivaut à 46 % de la consommation de l'Europe occidentale. Étant donné que la demande intérieure de ces pays du tiers monde demeure très faible compte tenu de leur faible niveau d'industrialisation et modernisation, il existe un certain intérêt pour les puissances émergentes de vouloir s'approprier une partie du pouvoir qui provient du contrôle de ces ressources pétrolifères. Toutefois, la stratégie iranienne demeure la même que pour les pays d'Amérique du Sud; grâce aux pétrodollars iraniens, on tente de rallier tous les gouvernements anti-américains sous le leadership iranien. Téhéran fait preuve d'opportunisme en investissant quelques millions de pétrodollars pour acheter des votes faciles. Motaki a d'ailleurs annoncé en 2008 que Téhéran serait l'hôte d'un sommet africain<sup>96</sup>. Bien que les relations économiques présentes entre l'Iran et ces pays dans le domaine spécifique des hydrocarbures soient négligeables, le soutien politique de ces pays pour les questions iraniennes qui relèvent des organisations internationales demeure l'atout que le président iranien est en train de consolider tranquillement.

En 2006 et en 2008, le président sénégalais, Abdoulaye Wade a visité Téhéran. Quelques mois plus tard, Ahmadinejad lui a rendu la pareille et en a profité pour annoncer la construction d'une raffinerie de pétrole et une ligne d'assemblage automobile

---

<sup>96</sup> Ibid. page 44

à un coût de \$80 millions<sup>97</sup>. Au cours de l'une des rencontres économiques entre l'Iran et le Sénégal, Wade a déclaré en 2007 qu'il supportait le programme nucléaire iranien<sup>98</sup>. Le rapprochement Iran-Soudan est un mariage de convenance où chacun accepte de supporter les politiques controversées de l'autre. En 2006, lors d'une visite du président soudanien Omar Hasan Ahmad al-Bashir, ce dernier a félicité le président iranien dans ses efforts de poursuite de son programme nucléaire à des fins énergétiques. De son côté, Ahmadinejad a réitéré son opposition à la participation d'une force de maintien de la paix des Nations Unies au Darfour.

L'Afrique du Sud est un importateur net de pétrole depuis plusieurs années. L'Iran comble selon les données de 2006, le tiers de ses besoins en importation<sup>99</sup>. Les compagnies sud-africaines possèdent déjà des investissements considérables dans l'infrastructure hydrocarbure iranienne avec l'intention d'augmenter significativement cette participation. Entre autres, la compagnie sud-africaine Sasol projette la construction d'une usine de liquéfaction du gaz naturel provenant de réserves du champ South Pars avec un investissement de l'ordre de \$1 milliard. Il est clair que les relations économiques sud-africaines iraniennes sont motivées à la base par les besoins en approvisionnement énergétique de l'Afrique du Sud ainsi que des besoins iraniens en investissement étrangers. Toutefois, cette relation économique va bien au-delà des échanges commerciaux puisqu'elle ouvre la porte à une collaboration politique où ces

---

<sup>97</sup> Ibid., p.44.

<sup>98</sup> Ibid., p.53.

<sup>99</sup> "Energy Information Administration - South Africa," [http://www.eia.doe.gov/cabs/South\\_Africa/Oil.html](http://www.eia.doe.gov/cabs/South_Africa/Oil.html) (accédé le 4 avril, 2009).

deux pays partagent les mêmes hostilités envers l'ingérence américaine sur les affaires mondiales. À titre d'exemple, lors du sixième sommet Afrique du Sud-Iran tenu en 2002, ces deux nations ont émis un communiqué en guise de riposte à la déclaration de George Bush concernant les trois pays qu'il considérait faire maintenant partie de l'axe du mal. La réplique suggérait une approche d'ouverture au dialogue des civilisations par opposition à l'approche axée sur la confrontation avancée par le président américain<sup>100</sup>. Le siège en alternance que possède l'Afrique du Sud au Conseil de Sécurité des Nations unies demeure l'atout incontestable que Téhéran s'acharne à consolider en maintenant ses bonnes grâces avec l'Afrique du Sud dans la filière hydrocarbure.

L'approche iranienne envers les pays du tiers monde est différente de ce que l'on a analysé dans les parties précédentes avec les autres pays de la communauté internationale dans le sens que l'arme hydrocarbure iranienne n'a presque pas de porté mis à part le cas de l'Afrique du Sud. Téhéran, à la place, investit les fruits de la vente de ses hydrocarbures dans ces pays du tiers monde, qui en retour, lui assure une allégeance diplomatique soit en déclaration publique officielle ou encore à travers le droit de vote de ces nations auprès des organismes internationaux tels que le Conseil de sécurité des Nations Unies ou encore l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Ce chapitre avait comme objectif de comprendre ce que les dirigeants iraniens cherchent à réaliser à travers la politique de gestion des ressources hydrocarbure, ainsi que de démontrer que cette politique est avant tout au service de la politique étrangère

---

<sup>100</sup> Howard, *Iran Oil - the New Middle East Challenge to America*, p.124.

iranienne. La façon dont Téhéran applique cette politique hydrocarbure aux quatre coins de la communauté internationale n'est pas aléatoire et au gré des opportunités du jour, mais bien rationnelle dans son application qui soutient une plus grande cause nationale, soit la croissance économique et politique de l'Iran pour lui permettre éventuellement de prendre sa place à la table des grandes puissances de notre époque.

L'analyse qui a été faite dans ce chapitre nous permet de tirer trois conclusions. Tout d'abord, la politique hydrocarbure de l'Iran est effectivement d'une rationnelle indiscutable qui met de côté les idéologies islamiques fondamentales au profit d'une approche réaliste et pragmatique. L'objectif stratégique étant de devenir une puissance régionale, ses décisions dans le domaine hydrocarbure ignore les allégeances culturelles et religieuses des nations avec qui il entre en relation. Ses plus grands alliés d'ailleurs, la Chine et la Russie, ne partagent en rien l'idéologie islamique. La deuxième conclusion qui ressort de cette analyse est la puissance indéniable de l'arme hydrocarbure que possède Téhéran, mais plus encore la façon dont il la manie auprès des grandes puissances industrielles d'aujourd'hui pour servir encore un fois ses intérêts nationaux de puissance. Téhéran est très conscient de la dépendance et du besoin croissant en hydrocarbures des pays tels que la Chine, le Japon, l'Inde et plusieurs pays européens. La compétition naturelle internationale qui existe pour les nouvelles sources en hydrocarbure permet aux dirigeants iraniens de troquer des investissements étrangers dans son infrastructure et des faveurs diplomatiques en échange d'une garantie de contrat d'approvisionnement. Ces faveurs diplomatiques et ces investissements sont des éléments essentiels pour l'accroissement du contrôle et de l'influence iranien sur la scène

internationale. La troisième conclusion que nous livre ce chapitre est que le gouvernement iranien, dans sa quête de puissance internationale, ne se limite pas à négocier des contrats en hydrocarbure avec la communauté internationale; il emploie également les pétrodollars qu'il a générés à même l'exploitation de ses ressources naturelles pour acheter littéralement le soutien diplomatique de pays pauvres du tiers monde, qui possèdent dans certain cas, une influence non négligeable au sein d'organisme international tel le Conseil de sécurité des Nations unies.

Il existe d'autres facteurs, tels que le programme nucléaire iranien, qui contribuent également à soutenir la politique étrangère de Téhéran. Ces facteurs sont tous directement reliés au domaine des hydrocarbures et viennent soit soutenir cette même politique ou dans certains cas sont soutenus par celle-ci. Le dénominateur commun entre ces facteurs demeure le fait qu'ils contribuent ultimement à la montée en puissance de Téhéran. Le prochain chapitre analysera donc comment ces sous-éléments soutiennent à leur façon la politique hydrocarbure et étrangère iranienne.

### CHAPITRE 3

#### **LES AUTRES VARIABLES POUVANT APPUYER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE IRANIENNE**

Il existe des programmes, des regroupements, ou tout simplement des réalités géographiques qui contribuent à appuyer et renforcer la politique hydrocarbure et étrangère de l'Iran. Ces facteurs, liés directement à sa politique hydrocarbure, méritent d'être analysés ici en raison de leurs impacts non négligeables sur la capacité de Téhéran d'atteindre ses objectifs stratégiques. Ce chapitre a pour but de démontrer que l'Iran mène une stratégie intégrée dont la politique hydrocarbure n'est qu'un élément de support. L'objectif est donc de montrer que cette politique hydrocarbure est, à son tour, servie par d'autres volets de la politique étrangère iranienne incluant la politique nucléaire, le système d'alliances internationales et finalement la sécurité du transport internationale des hydrocarbures.

#### **Le programme nucléaire iranien**

Le programme nucléaire iranien est un des résultats fondamentaux de sa politique étrangère. Peu importe si l'objectif iranien est de nature énergétique (pacifique) ou encore militaire (arme nucléaire), Téhéran plaide la légitimité de ce programme comme

un droit national ou les autres puissances internationales n'ont pas le droit de s'ingérer<sup>101</sup>. Les pétrodollars accumulés ces dernières années en raison du prix élevé du baril de pétrole a permis l'accélération du programme nucléaire iranien dont les débuts remontent au temps du Shah Pahlavi en 1957, où ironiquement, les États-Unis coopéraient ouvertement avec l'Iran<sup>102</sup>. La période qui a précédé la révolution islamique a été très fertile en termes de modernisation et de progrès technologique nucléaire<sup>103</sup>. Les événements de 1979 ont mis une fin abrupte à tout échange de technologie et tout espoir de coopération avec les pays occidentaux dans le domaine d'échange de technologie nucléaire. Ce n'est qu'en 1990 que l'idée de poursuivre le développement nucléaire refit surface, mais cette fois-ci, avec la coopération de la Chine et de la Russie. En 1995, une entente de construction du réacteur à Bushehr a été signée avec la Russie<sup>104</sup>. La construction de ce réacteur a été complétée en février 2009 et il devrait entrer opération vers juin 2009.

Le programme d'enrichissement d'uranium iranien demeure aujourd'hui la principale source de préoccupation de la communauté internationale. Bien que chaque pays possède le droit d'enrichir de l'uranium à des fins pacifiques selon l'article IV du

---

<sup>101</sup> Houman A. Sadri, "SURROUNDED: Seeing the World from IRAN's Point of View," *Military Review* 87, no. 4 (2007), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=27171340&site=ehost-live>. p.23.

<sup>102</sup> Bahgat, "Iran, Israel and the United States the Nuclear Paradox," *Journal of Social, Political & Economic Studies* 32, no. 1 (2007), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=25094653&site=ehost-live>. p.5.

<sup>103</sup> L'Iran avait des ententes de construction avec les États-Unis en 1974 pour la construction de huit réacteurs, avec l'Allemagne en 1974 également pour un réacteur à Bushehr et avec la France en 1977 pour la construction de deux autres réacteurs.

<sup>104</sup> Ibid., p.5.

traité de non-prolifération nucléaire<sup>105</sup>, les rapports d'inspection de l'Agence d'énergie atomique internationale (AEAI) datés de septembre 2008 et de février 2009 continuent de soulever des doutes quant à la nature du programme d'enrichissement iranien<sup>106</sup>.

Pourquoi l'Iran s'entête-il à défier ainsi la communauté internationale et s'exposer à des sanctions économiques qui retreignent à court terme le développement de son infrastructure hydrocarbure? L'Iran cherche simplement à placer la communauté internationale devant un fait accompli. Cette approche a déjà fonctionné pour le Pakistan, la Corée du Nord même Israël, qui font maintenant parti du club nucléaire, ce qui leur confère un respect indisputable des grandes puissances mondiales tel que les États-Unis. Bien que le Pakistan soit un pays extrêmement instable, qui abrite des mouvements terroristes, il semble maintenant être à l'abri des attaques des médias et de la communauté internationale qui n'ignore pas que le Pakistan sert de refuge pour les Talibans en provenance de l'Afghanistan. L'arme nucléaire devient donc une sorte d'assurance contre les moyens de pression internationaux. La politique nucléaire iranienne, bien que financée par la politique hydrocarbure de l'Iran, est sous-jacente à cette dernière car une fois accomplies, elle réduira petit à petit l'ingérence internationale et permettra à l'Iran de s'épanouir économiquement de façon beaucoup plus efficace et librement et ainsi accroître son statut de puissance régionale. Bien que l'Iran n'ait pas joui d'une grande marge de manœuvre depuis 1996 en raison des sanctions économiques

---

<sup>105</sup> "The Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons," 2009).

<sup>106</sup> David Albright and others, "Nuclear Iran: Not Inevitable," *Institute for Science and International Security*, no. January 21 (2009), 1-28. page 25 Le manque de transparence du gouvernement iranien et le refus de permettre l'accès aux inspecteurs de l'AEAI à certaines facilités continuent d'entretenir l'incertitude internationale; ce qui est alors interprété comme une tentative de Téhéran à développer secrètement les éléments nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires

américaines, elle a tout de même réussi à tisser des liens avec des grandes puissances mondiales grâce à l'utilisation rationnelle et prudente de son arme hydrocarbure envers les pays industrialisés. Grâce à ces nouvelles dépendances économiques et hydrocarbure, certains pays tels que la Chine et la Russie ont de plus en plus de difficulté à s'opposer ouvertement au programme nucléaire iranien ce qui rend l'imposition de nouvelles sanctions internationales de plus en plus difficile. De plus, l'Iran semble avoir beaucoup de succès à recruter, grâce à ses pétrodollars, des alliés diplomatiques parmi les pays du tiers monde considérés comme non alignés, pour qui l'ingérence des superpuissances possédant déjà l'arme nucléaire est inacceptable<sup>107</sup>.

L'atout nucléaire iranien demeure bien réel même si le niveau d'avancement actuel ne permet pas encore le développement d'une arme nucléaire. Les Américains en particulier, mais aussi les Européens sont prêts à échanger beaucoup de concessions en retour d'une plus grande ouverture du programme iranien aux inspecteurs de l'AIEA. L'adoption entre autres du protocole additionnel du traité de non prolifération retiendrait l'attention de la communauté internationale. Téhéran a déjà joué cette carte une fois en 2003 et rien ne l'empêche de la rejouer une deuxième et une troisième fois dans le but de ré ouvrir le dialogue économique avec les Européens, les Japonais et peut-être même les Américains dont les compagnies privées ne demandent qu'à investir leur technologie à la

---

<sup>107</sup> Howard LaFranchi, "IRAN SANCTIONS VOTE SIGNALS A GLOBAL RIFT. (Cover Story)," *Christian Science Monitor* 100, no. 69 (03/05, 2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=31186151&site=ehost-live>. Bien qu'une troisième sanction du Conseil de sécurité des Nations unies ait été approuvée en mars 2008, il est important de constater tout d'abord une abstention de la part de l'Indonésie et ensuite de la pression des pays en voie de développement pour réduire le ton de la sanction en reconnaissant les efforts de l'Iran à se conformer aux normes d'inspection de l'AIEA ainsi que du droit fondamental de toute nation de développer la technologie nucléaire à des fins pacifiques.

reconstruction de l'infrastructure hydrocarbure iranienne. Le discours iranien en a dupé plus d'un dans le passé. Les Iraniens sont des maîtres dans l'art de jouer sur les mots et d'exploiter les ambiguïtés.

L'obtention de l'arme nucléaire n'est pas une fin en soi, mais plutôt un outil que le gouvernement iranien considère comme nécessaire à la stabilité régionale dont il veut non seulement faire parti mais aussi diriger et contrôler. Ses ressources en hydrocarbure lui fournissent les moyens financiers nécessaires au développement de son programme nucléaire qui lui à son tour fournira à l'Iran une police d'assurance efficace contre les pressions économiques et politiques des grandes puissances mondiales; ce qui, éventuellement, lui permettra d'accroître à sa pleine capacité l'exploitation de ses ressources en hydrocarbures.

### **Influences de l'Iran au sein des organisations internationales**

L'Iran est bien conscient que pour atteindre ses objectifs stratégiques, il doit parvenir à rallier le soutien diplomatique de pays puissants et moins puissants, ce qu'il accompli déjà très bien à partir de l'emploi de son arsenal hydrocarbure. Il existe toutefois des forums énergétiques internationaux très influents auxquels Téhéran entend soit rehausser son statut de leader ou tout simplement en devenir un membre influent. La prochaine section analysera donc la façon dont Téhéran profite de son appartenance aux organisations de l'OPEP, de l'OCS et de l'OCE pour servir les objectifs de sa politique étrangère.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a vu le jour en 1960. Elle était initialement constituée de l'Iran, l'Irak, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Venezuela. Aujourd'hui l'Algérie, l'Angola, l'Équateur, la Libye, le Nigéria, le Qatar et les Émirats Arabes Unis y font également parti. Les pays de ce regroupement contrôlent 78 % des réserves pétrolières mondiales<sup>108</sup> et sont aujourd'hui responsables de 38 % de la production quotidienne. Il est donc clair que cette organisation possède un pouvoir d'influence sur l'économie et la politique mondiale. Un des objectifs de cette association est entre autres le contrôle des quotas de production dont le but est d'influencer le prix du baril en faveur des pays producteurs. Ce regroupement contrôle donc une arme redoutable capable de déstabiliser l'économie mondiale. L'embargo de 1973 nous en a fourni un exemple frappant ou ce consortium a coupé l'approvisionnement pétrolier aux pays d'Europe de l'Ouest et aux États-Unis dans le but d'exercer des pressions sur le support des Américains à Israël durant la guerre de Yom Kippour. L'impact a été immédiat avec une augmentation du prix du baril de \$3 à \$12 en l'espace de quelques semaines. L'appartenance de l'Iran à ce puissant regroupement lui permet d'accroître la portée de son influence internationale. En mars 2009, l'Iran appuyé par le Venezuela exerçait justement des pressions sur l'OPEP en demandant des baisses supplémentaires de production dans le but d'accroître le prix du baril<sup>109</sup>. L'Iran a depuis février 2007 officiellement ouvert la bourse internationale iranienne du pétrole sur l'île de Kish. La

---

<sup>108</sup> Organization of the Petroleum exporting Countries, *World Oil Outlook 2008*.

<sup>109</sup> Carl Mortished, "Iran and Venezuela Lead Calls for Cuts in Production within Opec," *Times, the (United Kingdom)* (03/10, 2009), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=n5h&AN=7EH21768034&site=ehost-live>.

particularité de cette bourse est que le pétrole s'échange en rial iranien, bien que les autres devises à part le dollar américain soient acceptées. Cette initiative est une attaque directe à l'hégémonie du dollar américain qui contrôle les échanges pétroliers depuis les années 1970. En tant que membre influent de l'OPEP, Téhéran a tenté déjà à maintes reprises, en vain, de convaincre les autres membres de laisser tomber le dollar américain au profit de l'euro comme devise d'échange des produits pétroliers sur les marchés internationaux. De par cette initiative, Téhéran cherche à réduire l'influence de Washington sur l'économie internationale et par le fait même d'accroître son rôle de leader régional.

Lors de la rencontre des pays de l'OPEP, tenue en décembre 2008 à Oran, la Russie a été invitée à participer en tant que membre observateur<sup>110</sup>. Bien que l'OPEP ait ouvert la porte à Moscou pour un siège permanent au sein du regroupement, la Russie semble satisfaite de son statut d'observateur lui permettant de coopérer selon ses intérêts économiques et politiques du moment. La présence de Moscou à ce regroupement fournit à Téhéran des opportunités supplémentaires de coopération diplomatiques et économiques qui ne peuvent que contribuer à renforcer son influence régionale et internationale. L'OPEP n'est pas le seul regroupement qui offre des opportunités d'association économique et politique. L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), dont la Russie est membre, a cette fois permis à l'Iran d'y participer en tant qu'observateur.

---

<sup>110</sup> "Russia Considering Different Options for Cooperation with OPEC," *Arabia 2000* (12/17, 2008), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=tsh&AN=6FI2612793459&site=ehost-live>.

## L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

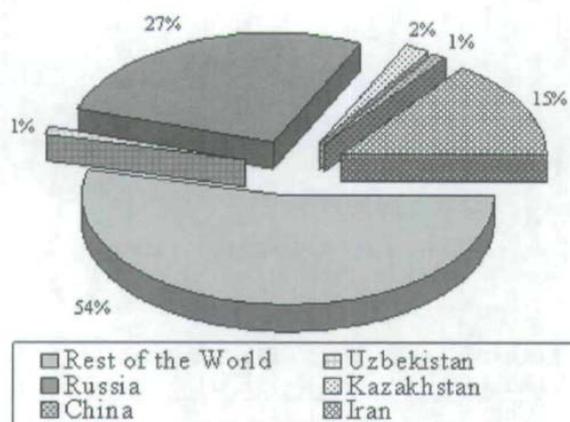
L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) a pris naissance en 1996. Les pays membres aujourd'hui sont la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizie, le Tadjikistan et le Ouzbékistan. L'Inde et l'Iran participent présentement en tant qu'observateur. Ce regroupement a comme objectif de veiller à la sécurité de ses membres, plus particulièrement dans les domaines du terroriste, des mouvements séparatistes et extrémistes<sup>111</sup>. Il offre toutefois un forum formidable pour faciliter les échanges économiques et bien entendu énergétiques. Le professeur David Wall de l'université de Cambridge, expert en relation étrangère des pays asiatiques, compare ce regroupement à essentiellement une OPEP avec des bombes nucléaires<sup>112</sup>. Vladimir Putin, lorsqu'il était président de la Russie, a proposé en 2008 la création d'un club énergétique de l'OSC et c'est dans cette filière que Téhéran possède un atout séduisant pour les membres de l'organisation avec ses réserves de pétrole et de gaz naturel. Les réserves iraniennes en hydrocarbure accroissent de façon significative le potentiel d'influence et de contrôle énergétique de ce regroupement (voir les tableaux 3.1 et 3.2). En devenant membre à part entière de l'OCS, Téhéran élargi de façon importante son influence sur la distribution mondiale des hydrocarbures, en plus de renforcer ses liens économiques et politiques avec les puissances asiatiques qui partagent déjà le désir de réduire l'influence américaine dans les affaires internationales. Il est également possible

---

<sup>111</sup> Matthew Brummer, "The Shanghai Cooperation Organization and Iran: A Power-Full Union," *Journal of International Affairs* 60, no. 2 (2007), <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=aph&AN=25069441&site=ehost-live>. p.185.

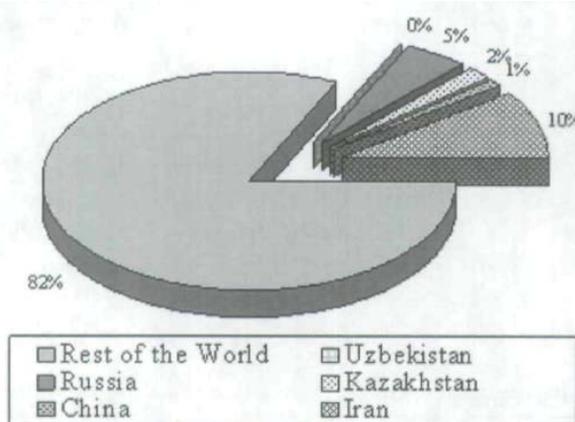
<sup>112</sup> Bill Gertz, "Central Asian Bloc Considering Iran for Membership," *The Washington Times* 5 juin, 2006, <http://www.washingtontimes.com/news/2006/jun/04/20060604-103052-2402r/>.

d'envisager que ce forum facilite un rapprochement entre Téhéran et Moscou sur la question de l'exploitation des ressources hydrocarbures de la mer Caspienne, incluant l'ouverture désirable d'un réseau de distribution traversant l'Iran<sup>113</sup>.



**Figure 3.1 – Réserve de gaz prouvée (Iran & pays de l'OCS)**

Source : Brummer, Matthew. "The Shanghai Cooperation Organization and Iran: A Power-Full Union." *Journal of International Affairs* 60, no. 2 (2007), p.188.



**Figure 3.2 – Réserve de pétrole prouvée (Iran & pays de l'OCS)**

Source : Brummer, Matthew. "The Shanghai Cooperation Organization and Iran: A Power-Full Union." *Journal of International Affairs* 60, no. 2 (2007), p.189.

<sup>113</sup> Brummer, *The Shanghai Cooperation Organization and Iran: A Power-Full Union*, 185-198 page 190

L'Iran partage les mêmes visions que les deux grandes puissances de ce regroupement, la Russie et la Chine, au sujet des mouvements séparatistes de Taiwan et de Tchétchénie. Ces trois états désirent également réduire l'influence de Washington dans l'arène internationale. L'acceptation de Téhéran au sein de l'OCS ajoute un joueur capable d'accroître l'indépendance énergétique de ses membres tout en lui ouvrant la porte à des opportunités d'investissements et de coopération en provenance de la Chine et de la Russie. Le capital diplomatique que peut accumuler Téhéran à travers ce regroupement est important, le seul bémol au dossier iranien qui l'empêche présentement d'être accepté comme membre permanent relève de ses relations avec les groupes terroristes ainsi que son entêtement à défier publiquement l'AEIA dans le dossier nucléaire d'enrichissement d'uranium. L'OCS insiste à maintenir une image internationale antiterroriste et, de l'autre côté, ne cherche pas à provoquer de conflits avec les États-Unis ou la communauté internationale. Téhéran voit donc en l'OCS une opportunité formidable d'accroître son influence internationale sur la gestion des hydrocarbures tout en renforçant ses liens diplomatiques avec les deux plus grandes puissances diplomatiques mondiales après les États-Unis. L'acceptation éventuelle de Téhéran comme membre de l'OCS représente un avancement certain vers l'atteinte de son objectif ultime de puissance régionale et mondiale.

## **L'Organisation de coopération économique (ECO)**

L'Organisation de coopération économique (OCE) a été créée en 1985 par l'Iran, la Turquie et le Pakistan. Ce regroupement a comme objectif de permettre un rapprochement économique, culturel et technologique entre les gouvernements de ses membres. En 1992, Téhéran y exerce déjà une certaine influence et orchestre l'adhésion des six républiques musulmanes de l'ancien bloc soviétique ainsi que de l'Afghanistan. En 2003, les pays membres se sont mis d'accord sur les priorités suivantes: (1) améliorer le commerce intérieur de la région, (2) éliminer les barrières politiques ou économiques limitant les échanges et le transport, (3) faciliter l'accès aux marchés internationaux des pays n'ayant pas accès à la mer et (4) accroître la coopération régionale dans les domaines de l'agriculture, l'exploitation minière, l'énergie, le contrôle des drogues et le tourisme régional<sup>114</sup>. Ce regroupement offre à Téhéran un potentiel de leadership régional réel bien que ses accomplissements ont été modestes depuis sa création en raison des pressions économiques et politiques exercées par la Russie, la Chine et les États-Unis, qui affectent les intérêts économiques et politiques collectifs de l'ECO au profit des intérêts individuels de ses membres. L'intérêt de l'Iran pour cette organisation réside donc dans le fait que ce regroupement régional constitue une base d'influence qui permet à Téhéran de renforcer son rôle de leadership à travers la conciliation des intérêts régionaux.

---

<sup>114</sup> Herzig, *Regionalism, Iran and Central Asia*, p.514.

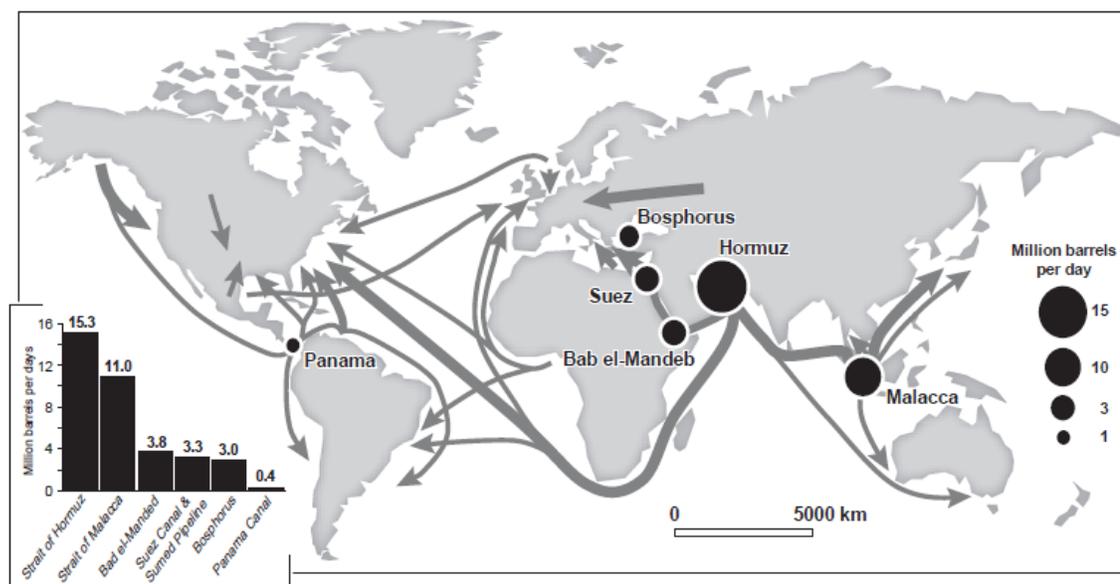
Téhéran reste donc très actif dans sa recherche de partenaires diplomatiques capable de réduire les effets de son isolement américain. Une appartenance d'abord et ensuite un rôle de plus en plus influent au sein des organisations telles que l'OPEP, l'OCS et l'OCE représentent un mécanisme puissant justement capable de réduire les effets de l'endiguement américain et éventuellement créer un réseau économique et politique où Téhéran continuera d'accroître son influence régionale et internationale.

Le transport maritime des hydrocarbures est un autre domaine où l'Iran possède un atout capable d'exercer une influence internationale. La prochaine section de ce chapitre analysera justement comment Téhéran joue cette carte hydrocarbure au service de sa politique étrangère.

### **Les routes du pétrole**

Cette dernière section s'attardera au transport maritime du pétrole entre les pays producteurs et les pays consommateurs et plus particulièrement de ses vulnérabilités que Téhéran entend bien exploiter. On analysera spécifiquement la crédibilité des moyens physiques dont dispose l'Iran pour exercer une pression militaire ainsi que les effets recherchés par Téhéran pour soutenir sa politique internationale. On réfère souvent au pétrole comme une arme économique potentielle contre les pays dépendants. La situation géographique de l'Iran lui confère un contrôle important des eaux navigables servant à acheminer le pétrole extrait de la région du Moyen-Orient vers les marchés américains, asiatiques et européens. Les eaux territoriales de l'Iran donnent directement

sur le détroit d'Ormuz par lequel circulent environ dix-sept millions de barils de pétrole par jour, soit à peu près 20 % de la consommation quotidienne mondiale<sup>115</sup>. Bien que le détroit ait jusqu'à 48 km de largeur à son point le plus étroit, la partie navigable n'est en fait que de trois kilomètres. Ce point de transit stratégique est le plus important de sa catégorie en termes de volume de pétrole acheminé tel qu'illustré à la figure 3.3.



**Figure 3.3 – Mouvements maritimes du pétrole ainsi que les points de transit les plus importants (2003)**

Source : Rodrigue, Jean-Paul. "Staits, Passage and Chokepoints A Maritime Geostrategy of Petroleum Distribution." *Cahier de Géographie du Québec* 48, no. 135 (2004), p.364.

L'histoire nous confirme la vulnérabilité de ces points de transit. Durant la guerre Iran-Irak, le détroit d'Ormuz a été miné, interrompant ainsi tout mouvement pétrolier.

Après les attaques du 11 septembre 2001, des menaces terroristes ont été promulguées à

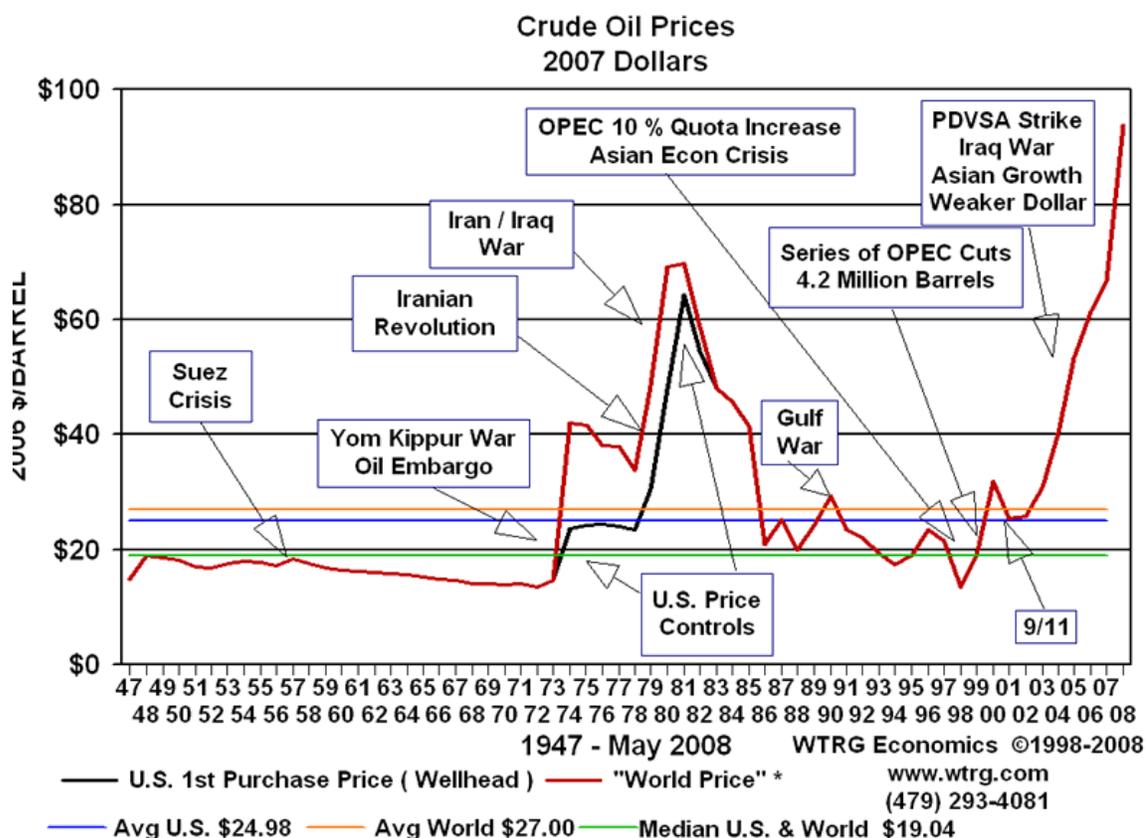
<sup>115</sup> Baer, *The Devil we Know - Dealing with the New Iranian Superpower*, p.133.

l'égard du trafic maritime pétrolier passant par Ormuz<sup>116</sup>. Le 28 juin 2008, le major général Mohammad Ali Jafari, commandant du Corps des Gardiens de la révolution islamique, a publiquement communiqué à l'agence de médias iranienne que l'Iran possédait les capacités de bloquer le détroit d'Ormuz pour aussi longtemps qu'il le désirait si cela s'avérait nécessaire. Les experts confirment que l'Iran possède les capacités militaires en missiles et sous-marins pour y parvenir. Une telle action aurait des effets redoutables sur le prix du baril de pétrole qui se répercuterait directement sur les économies des pays américains, européens et asiatiques<sup>117</sup>. Si on compare les fluctuations du prix du pétrole en fonction des crises internationales qui ont affecté l'offre depuis les soixante dernières années, tel qu'illustré sur le tableau 3.4, nous sommes forcés de reconnaître que le pétrole continue d'être une arme économique et politique dangereuse dont l'Iran est capable de se servir.

---

<sup>116</sup> "Energy Information Administration - World Oil Transit Chokepoints," [http://www.eia.doe.gov/cabs/World\\_Oil\\_Transit\\_Chokepoints/Background.html](http://www.eia.doe.gov/cabs/World_Oil_Transit_Chokepoints/Background.html) (accédé le 4 avril, 2009).

<sup>117</sup> Arnon Gutfeld, "Is Iran's "Oil Weapon" A Doubled-Edged Sword?" *Military Technology*, no. 3 (mars, 2007), 9, <http://www.proquest.com/>.



**Figure 3.4 – Évolution du prix du pétrole (dollars de 2007)**

Source : WTRG Economics . Oil Price History and Analysis,  
<http://www.wtrg.com/prices.htm>; internet; accédé le 15 février 2009.

Il est toutefois peu probable que l’Iran mette à exécution ses menaces qui auraient un effet destructeur sur sa propre économie dont les revenus du gouvernement proviennent majoritairement de l’exportation de son pétrole.

Ce troisième chapitre a mis en perspective certains atouts dont possède l’Iran qui contribuent ou ont le potentiel de rapprocher l’Iran de ses objectifs stratégiques nationaux. Tout d’abord, la carte nucléaire, qui peut servir à obtenir une ouverture sur la technologie et les investissements étrangers nécessaires à l’accroissement de sa capacité de production des hydrocarbures en échange de concessions sur son programme

d'enrichissement d'uranium et un accès plus transparent aux inspecteurs de l'AEAI.

Cette carte a l'avantage de pouvoir être jouée plus d'une fois par un gouvernement qui est maître dans l'art des négociations indéfinissable qui laisse place à une interprétation qui change avec le temps et les circonstances. L'appartenance de l'Iran à des regroupements économiques, politiques et énergétiques tels que l'OPEP, l'OCS et l'ECO lui donne accès à un forum qui lui permet de développer des ententes énergétiques et également d'exercer une influence sur les affaires internationales avec des alliés politiques puissants. La troisième carte que possède l'Iran réside avec sa location géographique qui le place à portée de main de la plus grande intersection de transport pétrolier de la planète. Les conditions naturelles sont en place, il n'en reste qu'à l'Iran d'exploiter cette opportunité stratégique unique. La façon dont il choisira de jouer ces atouts a le potentiel d'accélérer ou de faciliter l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

## CONCLUSION

L'étude de l'empire perse nous a dévoilé une culture mystérieuse, puissante et riche en histoire qui a dominé le monde pendant plusieurs siècles. Le peuple iranien d'aujourd'hui en est bien conscient et compte bien reprendre sa place parmi les puissances de notre époque. La révolution islamique de 1979 a donné naissance à un régime qui s'est juré de ne plus jamais laisser des intérêts étrangers contrôler ni même influencer ses politiques nationales. Les objectifs d'autonomie économique et politique à l'échelle mondiale, de puissance régionale et internationale forment maintenant les bases de la politique étrangère iranienne.

Le système gouvernemental iranien en place depuis la révolution islamique assure une continuité et une stabilité déconcertante de sa politique étrangère dont le Guide Suprême en est le garant ultime. Bien qu'en apparence, les discours souvent contradictoires de ses dirigeants nous permettent de douter du pragmatisme de ses politiques, une étude plus approfondie nous confirme à quel point les différentes initiatives de la politique iranienne convergent vers les mêmes objectifs stratégiques d'indépendance et de puissance.

L'Iran détient l'une des plus grandes réserves mondiales en hydrocarbure. Ces richesses lui confèrent un levier économique et politique formidable. Cette dissertation avait comme objectif de déterminer si la logique sous-jacente de la politique étrangère iranienne correspond à celle qui guide sa politique hydrocarbure.

Après avoir analysé successivement ce que cherche à obtenir l'Iran à travers l'application de sa politique hydrocarbure auprès des pays du Caucase et de l'Asie centrale, auprès des puissances mondiales telles que la Russie, la Chine, l'Inde et le Japon ou encore auprès des pays du tiers monde, nous sommes arrivés à tirer les conclusions suivantes. Tout d'abord que l'application de cette politique hydrocarbure est basée sur un réalisme irréfutable où les valeurs idéologiques ont laissé place à un pragmatisme basé sur les intérêts économiques et diplomatiques. Téhéran est très conscient de la dépendance hydrocarbure des pays industrialisés et manie avec prudence mais fermeté l'arme hydrocarbure extrêmement puissante dont il dispose. Son utilisation rationnelle parvient tranquillement à contrer la politique d'endiguement américaine en créant des brèches auprès de certaines nations telles que le Japon et l'Inde, solidaires de la politique américaine. Les pétrodollars iraniens servent non seulement à supporter la lourde infrastructure sociale iranienne, mais aussi de monnaie d'échange pour permettre à Téhéran d'élargir son cercle d'alliés diplomatique parmi les pays non alignés du tiers monde. Pour bien peu d'investissement, l'Iran reçoit en retour un appui diplomatique auprès des organismes internationaux ainsi que sur la scène publique qui servent directement sa politique étrangère.

Le pragmatisme iranien ne s'arrête pas à sa politique hydrocarbure, mais touche également une multitude d'autres politiques sous-jacentes à ses objectifs de puissance régionale et internationale. Le programme nucléaire iranien et la collaboration de l'Iran auprès de regroupements internationaux telle que l'OPEC, l'OCS et l'ECO sont des

mécanismes qui sont également régis par la plus haute autorité iranienne et viennent soutenir directement les objectifs stratégiques du pays.

Les progrès de l'Iran depuis les trente dernières années vers sa quête de pouvoir régional et international ont été nourris certainement par l'exploitation de ses ressources hydrocarbures mais encore plus par une exploitation pragmatique et réaliste de celle-ci, dont les dirigeants nationaux s'acharnent à mettre au service de la création d'une richesse non pas financière, mais bien de puissance et d'influence internationale. Les conditions sont maintenant favorables à Téhéran pour lui permettre de continuer à gravir les échelons de l'échelle du pouvoir. Il devra toutefois continuer de faire preuve de discernement afin de favoriser la prudence et la coopération par rapport à la confrontation et l'attrition.

## BIBLIOGRAPHIE

- "Russia Considering Different Options for Cooperation with OPEC." *Arabia 2000* (12/17, 2008).  
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=tsh&AN=6FI512710930&site=ehost-live>
- Iran: Nuclear Intentions and Capabilities* National Intelligence Estimate, 2007.
- "Country Analysis Birefs - China." Energy Information Administration.  
<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/pdf.pdf> (accédé le 25 février, 2009).
- "In the Pipeline." *Business India Intelligence* 12, no. 8 (04/20, 2005): 1-2.  
<http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bth&AN=16932320&site=ehost-live>
- "Chess." (accédé le 10 février 2009, 2009). [http://en.wikipedia.org/wiki/Chess\\_game](http://en.wikipedia.org/wiki/Chess_game)
- "CIA - World Fact Book 2008." <http://en.wikipedia.org/wiki/File:Wfbcover.jpg> (accédé le 24 février, 2009).
- "Classement IDH Des Pays." [http://fr.wikipedia.org/wiki/Classement\\_IDH\\_des\\_pays](http://fr.wikipedia.org/wiki/Classement_IDH_des_pays) (accédé le 29 janvier 2009, .
- "Crude Oil Price." 2009). <http://www.nyse.tv/crude-oil-price-history.htm>
- "EIA- Pakistan Energie Profile."  
[http://tonto.eia.doe.gov/country/country\\_energy\\_data.cfm?fips=PK](http://tonto.eia.doe.gov/country/country_energy_data.cfm?fips=PK) (accédé le 31 mars, 2009).
- "Energy Informatio International - Venezuela."  
<http://www.eia.doe.gov/cabs/Venezuela/Oil.html> (accédé le 1 avril, 2009).
- "Energy Information Administration - India."  
<http://www.eia.doe.gov/cabs/India/Oil.html> (accédé le 7 mars, 2009)
- "Energy Information Administration - Iran."  
<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Iran/Oil.html> (accédé le 2 mars, 2009)
- "Energy Information Administration - Japan - Oil." 2009).  
<http://www.eia.doe.gov/cabs/Japan/Oil.html> (accédé le 2 mars, 2009).
- "Energy Information Administration - Russia."  
[http://tonto.eia.doe.gov/country/country\\_energy\\_data.cfm?fips=RS](http://tonto.eia.doe.gov/country/country_energy_data.cfm?fips=RS) (accédé le 23 février, 2009).

"Energy Information Administration - South Africa."  
[http://www.eia.doe.gov/cabs/South\\_Africa/Oil.html](http://www.eia.doe.gov/cabs/South_Africa/Oil.html) ((accédé le 2 mars, 2009). 4 avril, 2009).

"Energy Information Administration - World Oil Transit Chokepoints."  
[http://www.eia.doe.gov/cabs/World\\_Oil\\_Transit\\_Chokepoints/Background.html](http://www.eia.doe.gov/cabs/World_Oil_Transit_Chokepoints/Background.html)  
 (accessed 4 avril, 2009).

"Oil Price History and Analysis." <http://www.wtrg.com/prices.htm>, ((accédé le 2 mars, 2009). 15 février, 2009).

"The Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons." 2009).  
 Albright, David, Jacqueline Shire, Paul Brannan, and Andrea Scheel. "Nuclear Iran: Not Inevitable." *Institute for Science and International Security* no. January 21 (2009): 1-28.  
*Iran and Libya Sanctions Act of 1996*. 18 June 1996 sess. (1996).

Ansari, Ali. *Confronting Iran, the Failure of American Foreign Policy and the Next Great Crisis in the Middle East*. New-York: Basic Books, 2006.

Baer, Robert. *The Devil we Know - Dealing with the New Iranian Superpower*. New-York: Crown, 2008.

Bahgat, . "Iran, Israel and the United States the Nuclear Paradox." *Journal of Social, Political & Economic Studies* 32, no. 1 (2007): 3-21.

Blanche, Ed. "Pipeline Politics." *Middle East* no. 393 (10, 2008): 22-25.

Brummer, Matthew. "The Shanghai Cooperation Organization and Iran: A Power-Full Union." *Journal of International Affairs* 60, no. 2 (2007): 185-198.

Canada. *Programme De Partenariat Mondial : Une Contribution Tangible Du Canada Pour Réduire La Menace Des Armes De Destruction Massive*. Affaires étrangères et commerce international Canada, .

China View. "Report : Iran Oil Industry Needs \$145 Bln Investment." *China View*, 11 novembre, 2008, [http://news.xinhuanet.com/english/2008-11/24/content\\_10407051.htm](http://news.xinhuanet.com/english/2008-11/24/content_10407051.htm).

Delpech, Thérèse. *Iran and the Bomb, the Abdication of International Responsibility*. New-York: Columbia University Press, 2007.

Dorraj, and Carrie Currier. "Lubricated with Oil: Iran-China Relations in a Changing World." *Middle East Policy* 15, no. 2 (2008): 66-80.

Ellner, Steve. *Toward a 'Multipolar World': Using Oil Diplomacy to Sever Venezuela's Dependence*. Vol. 40 North American Congress on Latin America, 2007.

Faiola, Anthony and Dafna Linzer. "Japan is Pulled Two Ways Over Iran Issue; Security Concerns are Set Against Thirst for Oil, China Rivalry." *The Wall Street Journal Asia*, 14 Jun, 2006, sec. Economy & Politics,  
<http://proquest.umi.com/pqdweb?did=1059560801&sid=11&Fmt=3&clientId=1711&RQT=309&VName=PQD>.

FASSIHI, FARNAZ. "Oil Plunge Heightens Tensions in Iran." *Wall Street Journal - Eastern Edition* 252, no. 146 (12/20, 2008): A8.

Gertz, Bill. "Central Asian Bloc Considering Iran for Membership." *The Washington Times*, 5 juin, 2006.

Gutfeld, Arnon. "Is Iran's "Oil Weapon" A Doubled-Edged Sword?" *Military Technology* no. 3 (mars, 2007): 9.

Halpin, Tony. "Tehran Begins Test Run of Nuclear Plant Amid Weapons Fear Over Uranium Hoard." *Times, the (United Kingdom)* (02/25, 2009): 35-35.

Hen-Tov, Elliot. "Understanding Iran's New Authoritarianism." *Washington Quarterly* 30, no. 1 (06, 2007): 163-179.

Herzig, Edmund. "Regionalism, Iran and Central Asia." *International Affairs* 80, no. 3 (05, 2004): 503-517.

Howard, Roger. *Iran Oil - the New Middle East Challenge to America*. New-York: I.B.Tauris & Co. Ltd, 2007.

Hunter, Shireen. "Iran's Pragmatic Regional Policy." *Journal of International Affairs* 56, no. 2 (2003): 133.

Huntington, Samuel. *Le Choc Des Civilisations*. Editions Odile Jacob ed. Paris: Simon & Schuster, 1996.

Kadivar, Cyrus. "We are Awake, 2,500 Years of Celebrations - Revisited." *The Iranian*. (accédé le 20 janvier, 2009).

Kamrava, . "Iranian National-Security Debates: Factionalism and Lost Opportunities." *Middle East Policy* 14, no. 2 (06, 2007): 84-100.

Khoshbakht, B. Yusifzade. "The Status of the Caspian Sea Dividing Natural Resources between Five Countries." *Azerbaijan International* no. Autumn 2000 (2000): 83.

LaFranchi, Howard. "IRAN SANCTIONS VOTE SIGNALS A GLOBAL RIFT. (Cover Story)." *Christian Science Monitor* 100, no. 69 (03/05, 2008): 1-10.

Luft, Gal and Anne Korin. "The Big Lesson Iran can Teach the U.S." *Philadelphia Inquirer, the (PA)* (12/13, 2006).

Macalister, Terry. "Russia, Iran and Qatar Announce Cartel that Will Control 60% of World's Gas Supplies." *The Guardian*, 22 octobre, 2008.

Maleki, Abbas. "Energy Supply and Demand in Eurasia: Cooperation between EU and Iran." *China and Eurasia Forum Quarterly* 5, no. 4 (2007): 103-113.

"Iran's Regional Foreign/Energy Policy." *POLITIKA, the Journal of Politics and Public Administration Association (PPAA) of the University of Hong Kong* (2007).

Mortished, Carl. "Iran and Venezuela Lead Calls for Cuts in Production within Opec." *Times, the (United Kingdom)* (03/10, 2009): 45-45.

MSNBC. "Low-Carbon Economy Proposed for Europe."  
<http://www.msnbc.msn.com/id/16560106/> (accédé le 4 avril, 2009).

Organization of the Petroleum exporting Countries. *World Oil Outlook 2008* 2008.

Pahlavi, Pierre. "La Vraie Nature Du Pouvoir Iranien." *Politique Internationale* été 2008, no. 120 (2008): 193-208.

Pollack, Kenneth. *The Persian Puzzle, the Conflict between Iran and America*. New-York: Random House, 2004.

RIA Novosti. "Iran, Switzerland Sign Natural Gas Deal."  
<http://en.rian.ru/world/20080317/101500494.html> (accédé le 4 avril, 2009).

Rodrigue, Jean-Paul. "Staits, Passage and Chokepoints A Maritime Geostrategy of Petroleum Distribution." *Cahier de Géographie du Québec* 48, no. 135 (2004):357-374

Ruben, Michael. "Iran's Global Ambition." *Middle East Forum* (17 mars 2008, : 17 avril 2009, <http://www.meforum.org/1873/irans-global-ambition>).

Sadri, Houman A. "SURROUNDED: Seeing the World from IRAN's Point of View." *Military Review* 87, no. 4 (2007): 12-31.

Sanders, Sol W. "Japan-Iran Oil Deal Ends - at Least Temporarily." *East-Asia-Intel Reports* (10/11, 2006): 11-11.

Srivastava, Siddarth. "Nuclear Deal done, India Gives IPI Pipeline a Second Look." *World Politics Review* (11/05, 2008): 1-1.

Stern, Roger. "The Iranian Petroleum Crisis and the United States National Security." *Proceedings of the National Academy of Science of the United States of America* 104, no. 1 (2 janvier, 2007): 377-382.

The New York Times - Europe. "Belarus and Russia Dispute Cause of Oil Cutoff." <http://www.nytimes.com/2007/01/09/world/europe/09belarus.html> (accédé le 4 avril, 2009).